SÉNAT

Session ordinaire de 1919.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 29^e SÉANCE

Séance du jeudi 3 avril.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : M. Crémieux.
2. — Excuse et demande de congé.
3. — Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San Francisco et San Diego et de Casablanca. — Renvoi aux bureaux. — N° 153.
4. — Dépôt, par M. Jénouvrier, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices. — N° 152.
5. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 en ce qui concerne les commissions de réforme :
Déclaration de l'urgence.
Adoption de l'article unique de la proposition de loi.
6. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et Lorrains :
Déclaration de l'urgence.
Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement.
Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, rapporteur général ; Guillaume Chastenot, Paul Doumer, Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances ; André Lebort, Dominique Delahaye, Ribot, Bourgeois, de Selves, Jénouvrier et Lebrun, ministre des régions libérées.
Demande de renvoi de la discussion. — Rejet.
Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.
Modification du libellé de l'intitulé de la loi.
7. — Dépôt, par M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, au nom de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, un projet de loi modifiant un titre et un article du titre II du livre 1^{er} du code du travail. — Renvoi à la commission relative à la codification des lois ouvrières. — N° 151.
- Dépôt, par M. Lebrun, ministre des régions libérées, au nom de M. le ministre des travaux publics et des transports et de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain. — Renvoi à la commission des chemins de fer. — N° 155.
8. — Dépôt d'un rapport de M. Alexandre Bérard, au nom de la commission des chemins de fer, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain. — N° 156.
9. — Renvoi à la commission de l'armée de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer l'emploi obli-

gatoire des mutilés de la guerre, précédemment renvoyée à la commission relative à la codification des lois ouvrières.

10. — Règlement de l'ordre du jour.

11. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 10 avril.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Joseph Loubet, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 1^{er} avril.

M. Crémieux. Je demande la parole pour une rectification au procès-verbal du 31 mars, le *Journal officiel* n'étant pas encore entre nos mains lorsque s'est ouverte la dernière séance.

M. le président. La parole est à M. Crémieux.

M. Crémieux. J'ai été porté au procès-verbal de la séance de lundi dernier comme ayant voté contre la disjonction de l'article 6 du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour l'exercice 1919, c'est-à-dire pour la suppression de la taxe sur les objets de luxe.

En réalité, j'ai entendu voter « pour » la disjonction, c'est-à-dire pour le maintien de la taxe sur les objets de luxe.

M. le président. La rectification sera faite.

Il n'y a pas d'autre observation?...

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSE ET DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Réveillaud s'excuse de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui et demande un congé jusqu'au 11 avril.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

3. — DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat du ministère des finances.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat du ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, des transports maritimes et de la marine marchande, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion des expositions de Lyon, de San Francisco, San Diego et de Casablanca.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé aux bureaux.

Il sera imprimé et distribué.

4. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, modifiant la loi du 21 avril 1810 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — ADOPTION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE AUX COMMISSIONS DE RÉFORME

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913, en ce qui concerne les commissions de réforme.

M. Lourties. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique de la proposition de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de cet article :

« Article unique. — L'article 49 de la loi sur le recrutement du 21 mars 1905 est complété par les dispositions suivantes :

« Les hommes qui, à leur arrivée au corps ou pendant la durée de leur séjour sous les drapeaux, sont jugés impropres au service, sont immédiatement proposés pour la réforme et déferés à la commission spéciale de la subdivision de région où ils se trouvent ou, en cas de besoin d'examen spécial, à la commission de réforme compétente la plus voisine.

« La commission de réforme est composée de quatre membres appartenant au cadre actif ou au cadre complémentaire :

« Un médecin inspecteur ou principal, président ;

« Un médecin-major de 1^{re} ou de 2^e classe ;
« Deux officiers appartenant aux armées combattantes désignés par le général commandant la subdivision et ayant un grade inférieur à celui du médecin inspecteur ou principal, président.

« En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

« Un fonctionnaire de l'intendance et le commandant du bureau de recrutement de la subdivision assistent la commission de réforme.

« En outre, un médecin et un officier du corps doivent être présents à la séance de la commission de réforme, en ce qui concerne les hommes de leur corps. »

Je mets aux voix l'article unique.

(La proposition de loi est adoptée.)

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF À L'ÉCHANGE DES MONNAIES ALLEMANDES

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

J'ai à donner connaissance au Sénat des décrets suivants :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Celier, directeur du mouvement général des fonds, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 17 janvier 1919.

« POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre des finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — MM. Schweisguth, inspecteur des finances, directeur général des finances d'Alsace et de Lorraine, et Depeyster, inspecteur des finances, chargé du service d'Alsace et de Lorraine au ministère des finances, sont désignés, en qualité de commissaires du Gouvernement, pour assister le ministre des finances, au Sénat, dans la discussion du projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains.

« Art. 2. — Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 20 février 1919.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre des finances,

« L.-L. KLOTZ. »

La parole est à M. le rapporteur dans la discussion générale.

M. le rapporteur. Messieurs, le projet de loi sur lequel le Sénat est appelé à délibérer est de la plus haute importance. Il me sera même permis, à cet égard, d'exprimer le regret que M. le ministre des finances n'ait pu, à raison de circonstances particulières, assister à cette séance et nous fournir les explications nécessaires sur les mesures qui ont été prises, le 26 novembre dernier, sur sa proposition, et dont, par conséquent, il est personnellement responsable. (*Très bien!*)

Ces regrets exprimés, je vais, en quelques mots, exposer devant le Sénat l'objet du projet.

Vous savez, messieurs, qu'au lendemain de l'occupation de l'Alsace et de la Lorraine par nos troupes, le ministre de la guerre a pris en main l'administration civile de ces deux provinces. En effet, l'Alsace et la Lorraine ne pourront être soumises aux lois

de la République française qu'après que leur annexion aura été officiellement prononcée.

C'est en vertu des pouvoirs que lui confère le droit d'occupation des territoires évacués par l'ennemi que M. le président du conseil, sur la proposition de M. le ministre des finances, a pris, le 27 novembre 1918, un arrêté très important ayant pour objet de réglementer la circulation monétaire en Alsace et en Lorraine. Le système monétaire dans les provinces annexées était celui de l'Allemagne; il avait pour base le mark, dont le pair était de 1 fr. 235. A ce moment, la valeur de cette monnaie était environ de 60 centimes, en Suisse, alors que le franc cotait lui-même 75 ou 80 centimes.

La dualité des deux monnaies, mark et franc, ne laisse pas que de créer de graves difficultés dans les transactions, soit entre les commerçants du pays et nos soldats, soit entre les étrangers et les Alsaciens et Lorrains, voire entre Alsaciens et Lorrains eux-mêmes. Le Gouvernement estima que le seul moyen de supprimer ces difficultés était de faire disparaître de la circulation les monnaies allemandes et de les remplacer instantanément par des monnaies françaises. Pour présider à cette opération, M. le ministre des finances s'est entouré sagement de conseils et d'avis et il a pris la précaution de consulter les deux commissions financières de la Chambre et du Sénat par leurs présidents et leurs rapporteurs généraux.

Nous avons été convoqués à la présidence du conseil, au ministère de la guerre, dans une réunion à laquelle assistaient les conseillers de M. le ministre des finances, je veux dire le président de la commission des changes, M. Octave Homberg et M. Lugué, qui avait été autrefois directeur du mouvement général des fonds, qui est actuellement, si je ne me trompe, vice-président de la commission des changes, et qui, à ce moment, était sous-gouverneur de la Banque de France.

Ces messieurs nous ont exposé le système qu'ils avaient conseillé au Gouvernement d'adopter et que je vous expliquerai tout à l'heure, système qui n'a pas laissé que d'appeler, notamment de la part de notre président M. Peytral, de M. Raoul Péret, président de la commission du budget de la Chambre, de M. Louis Marin, rapporteur général du budget de la Chambre, et de moi-même, un certain nombre d'observations.

On nous a objecté que la commission des changes, composée de vingt-sept à trente personnes, ayant, les unes et les autres, grande autorité en matière financière, s'était prononcée, par vingt voix contre sept, en faveur du système qui vous est soumis. Néanmoins, notre honorable président, M. Peytral, a renouvelé de très fortes objections, ainsi que MM. Raoul Péret et Louis Marin. M. Louis Marin n'a pas manqué, d'ailleurs, pour dégager la responsabilité de la commission du budget, de rappeler ce fait à la Chambre, lorsque le projet de loi est venu en discussion devant l'autre Assemblée.

M. le ministre des finances avait paru très frappé des observations qui lui étaient présentées, et il nous avait semblé, quand nous l'avons quitté, prêt à en tenir compte dans une large mesure. L'arrêté pris quelques jours après n'a été pourtant que la confirmation du système présenté par la majorité numérique de la commission des changes; je dis numérique, car il semble, en pareille circonstance, que ce n'est pas le nombre qui fasse la force, mais, au contraire, la qualité de l'opinion et surtout la qualité des personnes qui l'expriment. (*Très bien!*) Or, parmi les opposants, se trou-

vaient des hommes d'une compétence toute particulière.

L'arrêté prescrit tout d'abord l'échange de la monnaie allemande contre de la monnaie française au taux de 1 fr. 25 le mark, aux Alsaciens, aux Lorrains et à ceux des ressortissants alliés ou neutres qui résidaient en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914; il ordonne ensuite aux banques d'effectuer en monnaie française, au taux de 1 fr. 25 par mark, le remboursement des dépôts à vue et préavis qui serait demandé par les titulaires Alsaciens, Lorrains, Français et par ceux des ressortissants de pays alliés ou neutres qui étaient domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914; enfin, par une dernière disposition qui, vraisemblablement, doit avoir des effets financiers très importants, dont nous ne pouvons pas apercevoir, à l'heure présente, toute l'étendue, il prescrit que les valeurs exprimées dans tous les contrats passés en marks soit entre Alsaciens, soit entre Lorrains, soit entre Alsaciens et Lorrains, soit entre Alsaciens ou Lorrains, d'une part, et Français, d'autre part, seront convertis *ipso facto* en francs, au taux de 1 fr. 25 le mark.

L'échange matériel de la monnaie a été fait immédiatement et il a amené un décaissement de trésorerie d'environ 1,200 millions en nombre rond.

Je signale, en passant, qu'on a également remboursé à nos prisonniers de guerre les monnaies allemandes dont ils étaient porteurs lorsqu'ils sont rentrés.

En ce qui concerne le remboursement par les banques de leurs dépôts à vue ou à préavis, il fallait, pour qu'il pût être effectué, que ces banques eussent des francs; or elles en manquaient totalement. Elles ont donc suspendu toute opération de cette nature, bien qu'on eût pris soin de leur donner l'assurance que le Gouvernement français leur tiendrait compte de cette opération et les rembourserait à son tour en francs. Comme le texte de l'arrêté ne visait pas ce remboursement, les banques ont résisté. Bien qu'elles fussent débitrices envers leurs déposants, elles ont tout au plus consenti à leur faire des avances, et ce, moyennant un intérêt de 6 p. 100.

Telle est actuellement la situation.

Les mesures ainsi prises par le Gouvernement absolument illégales. Le Gouvernement ou, plus exactement, le ministre de la guerre, avait tout pouvoir pour fixer les règles de l'administration dans les provinces occupées qui n'étaient pas encore déclarées françaises par la loi, mais il n'avait aucun pouvoir pour engager les finances de l'Etat. (*Très bien! très bien!*)

Je regrette que M. le ministre des finances ne soit pas ici aujourd'hui; je lui rappellerais qu'à ce moment-là, dans cette même enceinte, avec notre honorable ami M. Chastenet, qui, ainsi que M. Ribot, a fait entendre en diverses circonstances sa voix très éloquentes, nous nous sommes élevés contre l'introduction dangereuse de la Banque de France dans cette affaire. C'est, en effet, à la Banque de France que l'on a dû recourir pour pouvoir faire l'échange des monnaies allemandes.

En vérité, messieurs, il semble qu'aujourd'hui, lorsque l'on parle d'un milliard, la somme n'ait pas plus d'importance que n'en avaient cent millions avant la guerre, et je serais presque tenté de faire un rapprochement qui pourra paraître un peu trivial: nous nous trouvons actuellement dans l'état d'esprit où sont les joueurs des casinos quand ils jouent avec des jetons. (*Vive approbation.*)

M. Guillaume Chastenet. C'est absolument exact.

M. le rapporteur. On a absolument perdu la notion de la valeur de l'argent.

Voilà donc un milliard déboursé sans

que le Parlement ait été appelé à donner son assentiment.

Ce point n'a pas échappé à la Chambre des députés. La commission du budget a adressé des observations au Gouvernement et lui a signalé qu'il avait fait là une opération absolument irrégulière, qui ne pouvait être effectuée qu'en vertu d'une loi. Aussi le Gouvernement a-t-il présenté un projet de loi qui n'est autre chose qu'une demande de régularisation des opérations déjà réalisées.

Je me permets de vous donner lecture de ce projet de loi, pour vous montrer en quels termes vagues et imprécis il a été rédigé. Il comporte deux articles :

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : « Echange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens-Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées. » Le montant des francs remis en échange de ces monnaies allemandes sera porté en dépense à ce compte. Les conditions dans lesquelles il sera procédé au règlement dudit compte seront déterminées par une loi ultérieure. »

« Art. 2. — Le montant des sommes qui peuvent être portées au débit du compte institué par l'article 1^{er} ne pourra, sauf autorisation législative nouvelle, excéder 2 milliards 500 millions de francs. »

De ces textes, il ressort bien qu'il ne s'agit que de l'échange matériel des monnaies détenues par les habitants ; il n'est pas dit un mot qui puisse s'appliquer au remboursement par les banques des dépôts de leurs clients, au taux de 1 fr. 25 par mark.

Ce point n'a pas échappé à la commission du budget de la Chambre. Elle en a fait l'observation et a demandé au Gouvernement ce qu'il entendait faire en ce qui touche les banques et quelle somme il estimait nécessaire pour les rembourser. Elle lui a également demandé ses intentions en ce qui concerne les contrats civils dans lesquels la valeur des obligations était formulée en marks.

Le Gouvernement a répondu que, pour les banques, la question était très simple. « Nous considérons, a-t-il dit, — je trouve qu'il avait raison — que les dépôts à vue ou à préavis constituent le prolongement de la caisse des particuliers. Dès lors, les banques doivent rembourser les dépôts dont il s'agit en francs, et nous devons, à notre tour, leur donner les francs qui leur sont nécessaires. »

La Chambre a considéré que ces opérations devaient être mentionnées dans la loi et elle a voté, non sans un débat très vif et très pénible, un texte à propos duquel des opinions fort diverses ont été émises. Il en est quelques-unes que je ne veux pas reproduire, parce qu'elles me paraissent dangereuses ; il en est d'autres que je crois indispensables de rappeler.

M. Ribot, avec son autorité, y a fait allusion à cette tribune, il y a quelque temps, lors qu'est venu en discussion le projet relatif à l'autorisation de nouvelles avances de la Banque de France. Il a notamment fait remarquer que l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre, qui prescrit la conversion en francs, au taux de 1,25 par mark, des valeurs exprimées dans les contrats, crée une situation privilégiée en faveur du créancier, mais très désavantageuse pour le débiteur. Le créancier, qui a prêté ou vendu en marks, au moment même où en Allemagne le mark avait une valeur très inférieure à 1 fr. 25, se trouve avantagé, dès l'instant où la valeur du mark remonte à 1 fr. 25 ; mais le débiteur qui devait des marks au taux de 70 ou 80 centimes représentatif de la valeur libératoire de cette monnaie, va se trouver redevable

d'une somme bien supérieure à celle qu'il avait reçue.

On n'a pas répondu sur ce point. Au cours de la discussion où M. Ribot formulait ces critiques, M. le ministre des finances a gardé le silence. Je ne sais si une réponse nous sera enfin apportée. Il était tout au moins nécessaire que je fisse une courte allusion à cette question. (*Très bien ! très bien !*)

Je vous ai dit que le projet déposé par le Gouvernement ne prévoyait que l'échange matériel de la monnaie. La Chambre des députés y a ajouté un alinéa stipulant que le compte spécial à ouvrir pour les opérations d'échange des monnaies allemandes s'appliquerait également au remboursement des dépôts à vue ou à préavis effectués jusqu'au 30 novembre 1918 dans les banques et établissements de crédit d'Alsace-Lorraine, par les Alsaciens, Lorrains, Français, ainsi que par ceux des ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace-Lorraine avant le 1^{er} août 1914.

Si l'on compare cette disposition avec l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918, il semble qu'on se trouve en présence d'une simple transformation de cet article en un texte de loi. Seulement, telle qu'elle est rédigée, ladite disposition semble impliquer que ce ne sont pas les banques qui doivent rembourser le mark en franc, mais le Trésor. C'était inacceptable.

Le Gouvernement, avec juste raison, a appelé l'attention de la commission du budget et de la Chambre sur ce point. Le texte précité n'en a pas moins été voté, parce que, semble-t-il, M. le ministre des finances n'avait pas acquis une grande autorité devant la Chambre.

Je m'explique peut-être avec un trop grande franchise,...

M. Henry Chéron. C'est une qualité.

M. le rapporteur. ... mais, en toute sincérité, je considère que les difficultés devant lesquelles le Gouvernement s'est trouvé placé sont le résultat — le mot est peut-être excessif — d'une légèreté gouvernementale.

M. Guillaume Chastenot. Et ces difficultés sont inextricables !

M. le rapporteur. Le projet de loi qui vous est soumis a un double but : d'abord, de régulariser les décaissements faits en vue de l'échange matériel des monnaies allemandes en monnaie française au taux de 1 fr. 25 le mark ; ensuite, de régler la question du remboursement des dépôts à vue et à préavis dans les banques. Il nous a paru indispensable que la loi précitât ce double but : le Gouvernement ne peut, en effet, réaliser la seconde opération — qui, à l'inverse de la première, n'est pas encore effectuée — qu'en vertu d'une autorisation législative.

Nous avons demandé au Gouvernement l'étendue du programme qu'il avait le dessein d'exécuter. S'agit-il d'effectuer lui-même directement les remboursements aux déposants ? S'agit-il au contraire de consentir aux banques des avances, avec une contrepartie, afin de leur permettre d'opérer elles-mêmes les remboursements de marks en francs ?

Le Gouvernement a été très net. Il a répondu : nous ne pouvons pas accepter la responsabilité des opérations bancaires des établissements privés ou des institutions de crédit public en Alsace-Lorraine. Nous devons leur fournir purement et simplement les moyens de remboursement dans la mesure de la valeur réelle de leur actif et en contrepartie de la remise de cette contre-valeur une fois liquidée. C'est ainsi que nous avons été amenés à vous présenter un texte qui précise nettement l'éten-

due des opérations que nous autorisons le Gouvernement à faire.

Je m'excuse d'être un peu long, mais je me suis efforcé d'être aussi clair que possible, afin de vous faire saisir l'importance et le caractère particulièrement délicat de la loi qui nous est soumise. (*Vive approbation.*)

Son application va nous coûter très cher. Quel sera le décaissement ? J'aurais voulu poser la question à M. le ministre des finances ; je ne sais si le ministre des régions libérées, qui le représente ici, pourra me répondre.

M. Henry Chéron. Une question semblable mériterait la présence du ministre des finances !

M. le rapporteur. Le Gouvernement a déclaré, dans l'exposé des motifs et dans de nombreuses correspondances échangées, que c'était une opération dont nous aurions à répéter le coût contre le gouvernement allemand. La charge résultant, soit de l'arrêté du 26 novembre, soit du projet de loi en discussion, retomberait tout entière sur l'Allemagne à titre de créance privilégiée. J'espère que le ministre des finances a pris toutes ses précautions à cet égard et que le Gouvernement nous donnera des éclaircissements à ce sujet.

Nous n'en aurons pas moins à faire face à des décaissements importants. Je vous ai signalé quel était celui résultant de l'échange matériel des monnaies allemandes. Il est de 1 milliard 200 millions. Le Gouvernement estime qu'il faudra encore un milliard pour les remboursements par les banques de leurs dépôts à vue et à préavis. Les prévisions avaient été tout d'abord plus élevées puisqu'il avait demandé un crédit de 2 milliards et demi. La Chambre n'a autorisé qu'une avance de 2 milliards 250 millions. Je veux espérer que là s'arrêtera ce fameux décaissement.

M. Peytral, président de la commission des finances. Vous l'espérez sans y croire !

M. le rapporteur. Il m'est difficile de croire à beaucoup de choses à l'heure où nous sommes.

M. Albert Peyronnet. On devient sceptique.

M. le rapporteur. Nous sommes, au point de vue financier, dans la situation la plus obscure.

M. le président de la commission des finances. Absolument.

M. le rapporteur. Nous avons eu, à la fin du mois de mars, une discussion des plus intéressantes : il s'agissait de crédits provisoires trimestriels atteignant plus de 10 milliards : 8 milliards pour les crédits militaires et 2 milliards pour les crédits civils.

C'était le moment, semblait-il, d'éclairer le Sénat sur la situation financière ; il est fâcheux qu'on ait renvoyé à la discussion d'une interpellation le moment de vous apporter les éclaircissements désirables. (*Très bien ! très bien !*)

M. Henry Chéron. Il serait plus simple de dire que nous n'avons plus de finances.

M. le rapporteur. Messieurs, j'ai terminé mon exposé, il n'est pas sans contenir des critiques et il est mêlé aussi de quelque tristesse ; mais il s'agit, en fin de compte, d'une opération pour laquelle nous n'avons pas le droit de refuser de faire honneur à la signature que, très imprudemment, le Gouvernement a donnée. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Chastenot.

M. Guillaume Chastenot. Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis se rattache à l'aventure financière la plus extraordinaire, la plus lamentable, que l'on puisse imaginer. On chercherait vainement dans les annales de la troisième République

l'exemple d'une telle désinvolture de la part du Gouvernement à l'égard du Parlement, et d'un abus de pouvoir égal à celui que comporte ce malencontreux, coûteux et anticonstitutionnel arrêté du 26 novembre, pour lequel, avec une candeur quelque peu effarante (*Sourires*), le Gouvernement vient aujourd'hui vous demander un satisfecit. Je tiens à dire que, s'il ne s'agissait que d'un don de joyeux avènement à faire aux Alsaciens-Lorrains, personne ici ne pourrait s'élever contre une pareille intention. Au grand foyer de la famille française les Alsaciens-Lorrains ont droit à la première place, mais il faudrait que l'opération, qui représentera pour nos finances publiques plusieurs milliards, eût été faite avec intelligence, — je vous demande pardon de l'expression — et aussi comportât une répartition égale, car nous semons des milliards dans cette opération, quatre ou cinq milliards au moins, et que récolterons-nous ? Jusqu'ici nous n'avons récolté que des plaintes et des récriminations. (*C'est très juste !*)

Dans cette grosse question financière et monétaire, cet arrêté du 26 novembre dernier a été pris contre l'avis des deux hommes qui, au ministère des finances, connaissent peut-être le mieux les questions financières, M. Sergent et M. Celier.

M. Gaudin de Villaine. C'est souvent comme cela !

M. Guillaume Chastenet. En faisant cette déclaration je ne trahis aucun secret, le fait a été avoué à la Chambre des députés et, chose paradoxale, cet arrêté, pris sous la responsabilité de M. le ministre, à l'encontre des observations de M. Sergent et de M. Celier, a dû, par une ironie cruelle, être défendu à la Chambre par M. Sergent et par M. Celier eux-mêmes et, aujourd'hui, c'est M. Sergent qui représente le ministre des finances devant vous.

M. Henry Chéron. Il n'en est pas plus fier pour cela !

M. Jénouvrier. C'est l'honnête avocat d'une mauvaise cause.

M. Guillaume Chastenet. M. Sergent est en effet réduit au rôle d'avocat, mais il ne pourra parler qu'avec son talent et non pas suivant sa conscience et sa conviction personnelle.

M. Dominique Delahaye. Pourquoi le ministre des finances n'est-il pas là ?

M. Guillaume Chastenet. La question n'en vaut peut-être pas la peine : il ne s'agit que de quelques milliards. (*Très bien !*)

C'est la commission du budget de la Chambre qui, la première, a eu vent de ces dispositions prises par le pouvoir exécutif en ce qui concerne l'échange des marks allemands. La première, elle a demandé des explications : elle s'est adressée à cet effet au président du conseil. Le président du conseil a répondu, par une lettre signée d'un sous-chef de cabinet dont la signature était illisible : La question ne concerne pas la présidence du conseil. Adressez-vous à M. Jeanneney. Le rapporteur de la commission du budget s'est alors adressé à M. Jeanneney. M. Jeanneney a répondu : « Cela n'est pas mon rayon. » Et, en effet, cela ne concernait pas M. Jeanneney, qui n'a aucune responsabilité dans cette affaire, je tiens à le déclarer.

M. le rapporteur. Parfaitement !

M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil. Je vous remercie.

M. Guillaume Chastenet. On s'est adressé alors au ministre des finances. On lui a dit que cet arrêté, déjà illégal en lui-même, paraissait doublement ou triplement illégal en une de ses dispositions qui a pour but de modifier les contrats établis entre particuliers. « Avez-vous consulté M. le garde des sceaux ? » Le ministre des finances a répondu : « Non, nous n'avons pas consulté M. le garde des sceaux. Mais vous considé-

rez que l'arrêté est irrégulier : qu'à cela ne tienne, nous allons le régulariser en vous soumettant à cet effet un projet de loi. » C'est ce qui nous vaut le projet sur lequel le Sénat délibère aujourd'hui.

Mais comment ce projet entend-il régulariser le décret du 26 novembre ? Il ouvre un compte spécial. Il n'approuve pas la dépense, non, mais il statue par un moyen de trésorerie et dit : les dépenses résultant de l'échange des monnaies en Alsace et en Lorraine seront inscrites à un compte spécial.

Ce compte spécial se rapporte à un arrêté, mais, dans le texte qui a été soumis par le Gouvernement au Parlement, on se garde bien de viser cet arrêté du 26 novembre ; on ne veut pas qu'il passe sous les yeux des députés et des sénateurs, on ruse avec le Parlement. (*Très bien ! très bien !*) Et alors, c'est d'une façon vague que le projet ouvre tout simplement un compte spécial pour l'échange des marks contre des francs. Mais force nous est, cependant, de prendre connaissance de cet arrêté, puisque c'est lui que le projet de loi prétend régulariser : cet arrêté, nous avons le droit et l'obligation de le discuter. (*Très bien ! très bien !*)

L'arrêté du 26 novembre contient trois ordres des dispositions dont je vais m'efforcer d'abord de montrer les conséquences de fait, et dont j'examinerai ensuite la valeur juridique.

La première mesure n'était pas très grave en elle-même, c'était l'échange de la monnaie que les particuliers en Alsace et en Lorraine pouvaient avoir sur eux ; on prenait leur monnaie allemande et on leur donnait en échange de la monnaie française. Il aurait suffi d'établir une limite, tout en prenant des précautions contre la fraude, pour éviter que des bateaux ne traversent le Rhin, ou que des fourgons ne véhiculent sur les routes des quantités énormes de marks. Dans ces conditions, l'opération était possible et on pouvait l'admettre. Je ne la critique pas.

Sans doute on aurait pu y apporter des précautions et des tempéraments suivant les exemples que d'autres pays nous ont donnés pour des opérations analogues.

Les Allemands, pour se faire bien voir en Courlande, ont échangé des roubles contre des marks, mais voici comment ils ont procédé. Pendant une dizaine de jours, ils ont établi un cordon de troupes autour de la province, puis on a échangé des roubles contre des marks, à raison de 2 marks par rouble, ce qui, d'ailleurs, était à peu près le cours. L'opération terminée, on a rompu le cordon de troupes, et les opérations commerciales ont repris d'une façon normale.

La même chose s'est passée chez les Yougo-Slaves quand ils ont voulu se débarrasser de la monnaie autrichienne ; ils ont fait un échange au cours en donnant un dinar contre trois couronnes, la couronne valant alors 70 centimes.

La question s'était posée également au sujet de l'Alsace et de la Lorraine. M. Ribot, consulté par le général en chef sur l'échange de la monnaie allemande contre de la monnaie française, sur le territoire de Thann, a dit, alors que le général en chef lui proposait de faire l'échange au taux de 1 fr. 25 pour un mark : C'est trop. Remarquez qu'à ce moment-là le mark n'était pas descendu aussi bas qu'il est actuellement ; il ne vaut plus actuellement que 45 centimes.

M. Ribot. Il valait 1 fr.

M. Guillaume Chastenet. Le Gouvernement français a dit : « Nous prendrons la monnaie d'or au pair, nous la prendrons au pair à 1 fr. 25 ; quant au mark, nous le prendrons un peu au-dessus de son cours, à 1 fr., pas plus ! Voilà comment M. Ribot avait compris l'opération pour Thann. Elle s'est effectuée dans des conditions parfaitement

régulières, parfaitement normales, qui ont donné satisfaction à tout le monde.

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre de faire une courte interruption, qui vient à l'appui de ce que vous venez de dire ?

M. Guillaume Chastenet. Je vous en prie.

M. le rapporteur. Depuis la décision de l'honorable M. Ribot, qui était à cette époque ministre des finances, il était procédé tous les lundis, si je ne me trompe, à une valorisation du mark, qui suivait sensiblement le cours du mark en Suisse, à Berne, avec une légère augmentation.

Au moment précis où M. le ministre des finances Klotz a valorisé le mark, au taux de 1 fr. 25 par mark, pour l'échange des monnaies en Alsace et en Lorraine, le mark ne valait pas plus de 60 à 65 centimes dans les neuf cantons qui étaient occupés depuis la fin de 1914 ou le début de 1915. On a remboursé par conséquent à 1 fr. 25 ce qui ne valait que 65 centimes dans ces neuf cantons.

M. Dominique Delahaye. Mais c'est fou, cela ! Et la responsabilité ministérielle ? Ce serait peut-être le cas de l'invoquer. On en parle toujours et on ne l'applique jamais.

M. Guillaume Chastenet. Attendez, mon cher collègue, monsieur Delahaye, pour manifester vos protestations. Réservez-les pour tout à l'heure, vous pourrez les faire plus véhémentes.

Je ne critique pas cette opération. Si elle avait été maintenue dans cette limite de l'argent de poche, j'aurais pu l'admettre. Remarquez cependant qu'on a valorisé le mark à 1 fr. 25. Or, le mark n'a jamais valu 1 fr. 25.

M. le rapporteur. Si, en fait.

M. Guillaume Chastenet. En fait, oui, quelquefois, dans les transactions courantes. Mais, au point de vue du pair métallique, le mark ne vaut que 1,235. Ce n'est qu'un centime et demi de différence. Savez-vous à quoi répond ce centime et demi, pour l'opération, même réduite aux deux milliards et demi prévus au compte spécial ? Il répond seulement à trente millions !

Messieurs, je vous le dis, je ne serais pas intervenu si l'on s'en était tenu à cette disposition.

M. Gaudin de Villaine. Tout cela est lamentable !

M. Guillaume Chastenet. Mais on a été plus loin, et on a considéré que les comptes-courants des banques constituaient un prolongement du porte-monnaie, l'arrêté du 26 novembre a décidé également que les comptes courants, dans les banques, seraient remboursés aux déposants au taux de 1 fr. 25 par mark. Les banques ont dit : « C'est très bien. Mais nos comptes courants ont des couvertures qui sont en marks pour la plupart. Il y a des fonds allemands, des rentes allemandes que nous avons été obligés de souscrire... »

M. Dominique Delahaye. Cela va faire des bénéfices de guerre !

M. Guillaume Chastenet. ... il y a des bons du trésor allemand que nous avons été obligés de souscrire ». Et les banques se sont vues dans l'impossibilité de rembourser leurs comptes courants à vue ou à préavis. Elles se sont alors adressées à la Banque de France, elles lui ont emprunté, et elles ont dit à leurs déposants : « Nous ne pouvons pas vous rembourser, mais nous pouvons vous prêter de l'argent à 6 p. 100. » Vous comprenez, messieurs, que les déposants ne l'ont pas admis ; ce fut un tolle général en Alsace et en Lorraine. Toutes les affaires ont été arrêtées. Le Gouvernement pour rassurer les banques a déclaré qu'il les indemniserait de la perte et qu'il valoriserait leur actif. Mais en quoi consiste cette opération de la valorisation de l'actif

des banques ? J'ai essayé de comprendre, et j'ai lu notamment, avec le soin le plus extrême, le rapport de notre éminent collègue M. Millières-Lacroix. Si M. Millières-Lacroix a une qualité, c'est bien la clarté. Je n'ai pas compris ce qu'il entendait par « valorisation » et, si M. Millières-Lacroix a trouvé le moyen d'être obscur, je crois que c'est parce que l'obscurité était objective.

M. le rapporteur. J'ai surtout transcrit les intentions formelles du Gouvernement, et je me garderai bien d'en prendre la responsabilité.

M. Guillaume Chastenet. Vous les avez transcrites et vous n'y avez rien compris, ni moi non plus. (*Sourires.*) Quels sont les postes de l'actif qu'on va valoriser ? Comment va se faire cette valorisation ? Quels seront les inspecteurs des finances que vous enverrez pour la faire ? Ne croyez-vous pas que les sympathies et les antipathies pourraient avoir à s'exercer, en de pareilles vérifications, en de semblables calculs ?

A côté des banques, il y a d'autres associations en Alsace, des quantités d'associations de prévoyance, d'assistance, de caisses de chômage, de caisses de secours pour la vieillesse, de sociétés de secours mutuels, des banques populaires. Leurs calculs, leurs répartitions, sont faits d'après les titres qu'elles ont en caisse. N'ayant que des marks, elles ne pourront évidemment pas payer en francs. Pour les compagnies d'assurance, la réserve mathématique est constituée par des titres, par des valeurs qui donnent des revenus en marks : comment voulez-vous qu'elles puissent effectuer leurs prestations sans que l'Etat intervienne encore ? Et l'Etat interviendra.

M. Gaudin de Villaine. C'est évident.

M. Guillaume Chastenet. Mais il y a encore quelque chose de plus grave : c'est l'article 11 de ce décret du 26 novembre. D'après cet article, toutes les conventions, tous les contrats évalués en marks seront exécutés en francs au pair de 1 fr. 25. Ainsi, voici un simple arrêté qui intervient pour modifier des contrats entre particuliers. Dans un contrat, il y a toujours deux parties ; si l'une gagne, l'autre perdra évidemment. Est-ce que l'Etat lui en tiendra compte ?

On arrive à des résultats extraordinaires. Un commerçant règle en même temps ses ventes et ses achats : il a acheté en Alsace-Lorraine, il a vendu en Allemagne : il sera payé par les Allemands en marks et il sera obligé de régler ses fournisseurs alsaciens en francs. Cela va constituer une perte considérable pour lui. Faites l'hypothèse inverse : ce sera un gain considérable et tout aussi peu justifié. L'arrêté en question si on le prend à la lettre aura des résultats vraiment étranges. Un propriétaire a deux locataires, un Alsacien, un autre Allemand. L'Allemand pourra se libérer en marks, l'Alsacien-Lorrain devra payer en francs !

Est-ce tout ? Non ! notre arrêté a eu encore son prolongement à propos de notre dernier emprunt. Des Alsaciens-Lorrains avaient souscrit à cet emprunt et on leur avait pris le mark à 60 centimes, un peu au-dessus du cours. Intervient l'arrêté du 26 novembre et alors ceux qui souscrivent à l'emprunt apportent des marks qui sont pris au pair du franc. On dit alors, non sans une certaine raison, qu'il ne serait pas juste que ceux qui ont fait dès le premier moment œuvre de confiance, en souscrivant à l'emprunt, ne touchassent que 60 centimes pour leur mark, tandis que ceux qui ont attendu plus longtemps en tireront 1 fr. 25.

A ceux qui avaient souscrit avant l'arrêté 20,000 fr. de rentes, le mark étant pris à 60 centimes, on va par un rappel donner 40,000 fr. de rentes. Tout cela part évidemment d'un très bon sentiment, mais est

tout à fait désastreux pour nos finances publiques.

Et maintenant, messieurs, quelle peut être, quelle est la régularité de cet arrêté ? Il est nul, absolument nul.

M. Jénouvrier. Il est exécuté.

M. Guillaume Chastenet. En effet. C'est la manière ordinaire du Gouvernement de nous présenter la carte forcée et de nous placer en présence du fait accompli. (*Très bien !*)

M. le rapporteur. C'est bien la situation.

M. Dominique Delahaye. Et on a coupé le cou à Louis XVI, afin que le Parlement puisse voter désormais en connaissance de cause.

M. Guillaume Chastenet. Vous ne couperez pas le cou à M. le président du conseil, pour lequel vous nous avez proposé de couler une statue en bronze. (*Sourires.*)

M. Dominique Delahaye. J'aimerais tout de même égratigner M. Klotz, qui est le grand coupable et qui n'est pas à son banc.

M. le président de la commission des finances. Ce n'est pas M. Klotz qui est en cause : c'est le ministre des finances.

M. Guillaume Chastenet. Il est évident qu'alors qu'il s'agit d'une dépense qui doit être réglée par le Trésor, le Gouvernement ne pouvait décider par simple arrêté. Est-ce que le projet de loi qui vous est actuellement soumis régularise l'opération ? Je me le demande et j'en doute, car le Parlement ne fait que mettre à la disposition du Gouvernement un moyen de trésorerie, il ne se prononce pas sur la régularité même de l'arrêté.

M. le rapporteur. Nous n'avons pas qualité à cet effet.

M. Guillaume Chastenet. Admettons que, dans quelques-unes de ses dispositions, cet arrêté soit régularisé par le projet que nous allons voter. Il en est d'autres, en tout cas, qui ne peuvent l'être, particulièrement celles qui contiennent des pénalités qui peuvent aller jusqu'à deux ans de prison. Est-ce que jamais un arrêté a pu instituer des pénalités allant jusqu'à deux ans de prison ? Croyez-vous que jamais un tribunal puisse appliquer de pareilles pénalités ? (*Très bien ! très bien !*)

Cet article 11 est d'une nullité élevée à la troisième puissance. Il est nul comme tout l'arrêté, mais il est encore nul parce qu'il édicte une législation à l'encontre des contrats, dans un pays qui n'est pas encore désannexé et pour lequel nous ne pouvons pas légiférer jusqu'à ce que soient intervenus les préliminaires de paix.

Enfin, cet article 11, qui modifie les contrats, est encore d'une nullité que nous ne pourrions pas même faire disparaître. Le Parlement a des pouvoirs mais il ne peut cependant pas tout. Nous avons le pouvoir de faire certaines choses, mais nous n'en avons pas le droit. Il est évident que le Parlement ne peut aller à l'encontre des contrats.

Voici, messieurs, cette opération. Qu'est-ce qu'elle coûtera ? On avait engagé 1,300 millions avant de déposer le projet. A combien de milliards cela nous conduit-il ? Comment sera réglée cette opération ? Personne ne peut le savoir.

M. Hervey. M. le ministre des finances va nous le dire.

M. Jénouvrier. Il n'en sait rien.

Plusieurs sénateurs à gauche. Il n'est pas là.

M. Guillaume Chastenet. Il y a quelque chose de particulièrement grave en ce qui concerne cet article 11 et je demande au Sénat de bien vouloir s'en rendre compte. Le Gouvernement reconnaît lui-même que cet article 11 n'est pas régulier, qu'il a été pris irrégulièrement, qu'il est nul : alors il faudrait le rapporter. Le rapporteur général dit que nous n'avons à pas en con-

naître, le projet ne le visant pas, mais nous ne pouvons pas l'ignorer.

M. le rapporteur. Nous ne pouvons pas légiférer en Alsace et en Lorraine.

M. Guillaume Chastenet. Ce n'est pas seulement pour légiférer que nous sommes ici, mais aussi pour contrôler les actes du Gouvernement : quand le Gouvernement reconnaît qu'un arrêté qu'il a pris contient une disposition irrégulière et nulle, il se doit, à lui-même, il doit au Parlement de la rapporter ; autrement voyez les procès qui surgissent : il n'y a pas un tribunal en Alsace ou en Lorraine, comme en France, qui pourrait appliquer cet article 11, mais il y aurait toujours des procès dans lesquels l'une des parties baserait son action sur un arrêté, et l'autre partie ferait ressortir que le ministre même qui l'a signé, n'a pas osé en soutenir la validité.

Qu'allez-vous faire de cet article 11, monsieur le ministre ? Il faut que nous le sachions, car cela est indispensable. Une réponse est nécessaire. Vous le considérez comme valable ou comme nul. Si vous le considérez comme valable, dites-le : vous n'en aurez pas le courage. S'il est nul, vous devez le rapporter.

La question soulevée par le projet actuel se rattache à une autre, plus générale : celle de notre politique financière. On a déjà payé 1,300 millions sur les opérations prévues dans ce projet. Comment les a-t-on payées ? En demandant à la Banque de France d'imprimer des billets de banque.

Il y aura d'autres dépenses du chef de ce projet : comment les payera-t-on ?

M. Servant. Par le même procédé.

M. Guillaume Chastenet. Comme vous le dites très bien, mon cher collègue, en s'adressant encore à la Banque de France.

M. Charles Riou. On arrivera à des assignats.

M. le président de la commission des finances. Il faut bien espérer que non. Le billet de banque aura toujours sa valeur propre ; mais celle-ci va malheureusement en diminuant, à mesure que le nombre en augmente.

M. Guillaume Chastenet. Le résultat, c'est l'augmentation de la circulation, la lourdeur plus grande de nos changes. Or, cette question des changes prend actuellement une importance considérable au point de vue du paiement de l'indemnité de guerre.

Comment cette indemnité sera-t-elle payée ? Pas en marks, bien entendu, mais en francs, avec notre propre monnaie, avec nos billets de banque. Je vois M. Ribot faire un geste de dénégation....

M. Ribot. Elle sera payée en marchandises.

M. le rapporteur. Qu'elle soit payée, d'abord !

M. Guillaume Chastenet. Monsieur Ribot, vous allez toujours plus vite que moi. Il y aura des prestations en nature, j'en suis convaincu, mais elles seront appréciées en monnaie française. Il ne faut donc pas que celle-ci soit dépréciée.

Il ne suffit pas de considérer la livre sterling ou le dollar, dont le change est maintenu à un cours qui n'a rien d'effrayant mais d'une façon facile, parce que nos alliés nous ouvrent des crédits. Il faut voir ce que valent, au cours du franc, les monnaies des pays neutres. En Espagne, par exemple, on constate ce résultat paradoxal que la peseta fait une prime de 20 p. 100 sur le franc.

Eh bien, comment allons-nous être payés ?

Je crois savoir que les Allemands se préoccupent d'avoir des traites sur la France, ils achètent du change sur nous. Or si notre change est trop déprécié, vous voyez ce qui peut en résulter lors du paiement de l'indemnité de guerre. Si, par exemple, les

Allemands nous doivent 100 milliards, il ne faudrait pas leur permettre de s'acquitter en payant 80 milliards. Il y a là une situation à laquelle il faut faire attention. Au point de vue de l'indemnité de guerre, on n'a pas traité cette question du change, et je demande à M. le ministre des finances s'il ne s'en est pas préoccupé.

M. Sargent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. Parfaitement, il s'est préoccupé de la question.

M. Dominique Delahaye. Il faut espérer que cela sera mieux réglé que la question des monnaies d'Alsace-Lorraine. Voilà un précédent qui n'est pas tout à fait réjouissant ni rassurant.

M. Guillaume Chastenet. Je conclus. Au cours de ces quatre dernières années, la France a versé généreusement son sang et ses richesses. C'était le devoir, devoir effroyable et sublime. Le devoir est autre maintenant. Il consiste pour nous à défendre avec une parcimonie jalouse toutes les forces vives de la patrie. *(Très bien! très bien! et vifs applaudissements. — L'orateur, de retour à sa place, reçoit les félicitations de ses collègues.)*

M. Paul Doumer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. Je regrette de n'être pas d'accord avec mon honorable ami, M. Chastenet, mais je ne crois pas qu'il nous soit possible de discuter utilement toutes les questions qui peuvent se rattacher de près ou de loin au projet de loi que nous avons à examiner. Il ne faut pas oublier que ces questions concernent un pays occupé militairement par les troupes françaises et où le droit pour l'autorité française de légiférer à sa source dans cette occupation même. D'autre part, il s'agit de l'Alsace-Lorraine, et quelles que soient les fautes et les légèretés qui ont amené la présentation du projet de loi et la demande de crédits qui nous sont soumis, nous sommes obligés de traiter ces questions avec une certaine réserve. Je crois, pour ma part, qu'il est bon d'ajourner l'examen des problèmes qui sont nés de l'arrêté du 26 novembre.

Nous avons été saisis par le Gouvernement d'un projet approuvant une opération financière qui entraînera des dépenses considérables; comme ces dépenses ne pouvaient faire l'objet d'aucun crédit budgétaire, il fallait trouver un autre moyen de les régulariser. Le projet de loi les régularise au moyen de l'ouverture d'un compte spécial au débit duquel ne pourront pas être portées des sommes excédant le total de 2 milliards 250 millions de francs. Nous n'avons pas à nous prononcer sur autre chose; nous n'avons pas à connaître des autres questions posées par l'arrêté du 26 novembre.

Nous avons critiqué vivement, au sein de la commission des finances et de celle d'Alsace-Lorraine, les opérations qui ont été engagées par l'arrêté du 26 novembre. Mais, à l'heure actuelle, si les mesures prises sont critiquables, nous ne pouvons empêcher qu'elles aient été prises, et il nous est impossible de nous refuser à la régularisation qu'on nous demande.

M. le président de la commission des finances. Nous sommes de tous cet avis.

M. Paul Doumer. Nous avons essayé de soumettre au Sénat un texte aussi conforme que possible aux bonnes règles financières. Ce texte n'est ni celui que le Gouvernement avait présenté, ni celui que la Chambre avait voté. Nous demandons à nos collègues de le voter, et j'ajoute que je souhaiterais que la discussion ne fût pas trop prolongée sur des questions aussi délicates que celles qui touchent à l'Alsace et à la Lorraine. *(Très bien! très bien!)*

M. Guillaume Chastenet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Il ne s'agit pas de ne pas voter le projet qui nous est soumis. J'ai dit, en effet, qu'il y avait carte forcée. Nous sommes obligés de nous incliner; mais nous ne sommes pas que des législateurs; nous avons aussi un droit de contrôle, un droit de remontrance. Nous pouvons bien faire remarquer au Gouvernement qu'il a commis quelque irrégularité en prenant un semblable arrêté au sujet de l'Alsace et de la Lorraine. Notre collègue, M. Paul Doumer, nous a dit que c'était une affaire de commandement: c'est le général en chef qui peut légiférer sur ces deux provinces. Cette disposition n'a pas pu être prise par le général en chef, elle l'a été par le ministre de la guerre.

M. Paul Doumer. C'est-à-dire l'autorité militaire qui est l'autorité occupante et qui a seule droit d'agir et de légiférer dans des territoires occupés.

M. Guillaume Chastenet. Je vous demande si ce droit de légiférer dans les pays occupés peut avoir pour effet d'engager le Trésor français. Non, cela ne se peut pas. Il est très commode de dire: « C'est le Gouvernement qui a la responsabilité, quant à nous, faisons le geste de Ponce-Pilate ». Non, messieurs, nous ne pouvons pas le faire. Nous voterons, mais nous devons voter en faisant entendre notre protestation. *(Très bien!)*

M. Monis. Le ministre des finances ne se trouve même pas au banc du Gouvernement.

M. Jénouvrier. Cependant, en fait, c'est lui qui a pris la mesure.

M. Guillaume Chastenet. Mes critiques se sont adressées à l'arrêté pris par le Gouvernement, pour lequel on propose de régulariser certaines dispositions; mais il y a les dispositions de l'article 11 dont le Gouvernement reconnaît lui-même l'irrégularité, l'illicéité: le Gouvernement a touché à des contrats particuliers, ce que nous, Parlement, nous ne pourrions pas faire, légitimement du moins.

Qu'allez-vous faire de cet article 11? N'est-il pas intéressant de poser la question au Gouvernement? Est-ce que, vraiment, nous avons le droit d'ignorer cet arrêté qu'on nous demande de légitimer, de régulariser?

Mais on ne nous demande pas de le régulariser tout entier — et M. le rapporteur général me fait un signe d'assentiment. On ne veut pas le régulariser, on ne peut pas le régulariser tout entier: il reste un article 11 qui intervient dans les contrats entre particuliers et qui, dans chacun de ces contrats, apporte un bénéfice à l'un des contractants et un préjudice à l'autre. Beaucoup de ces contrats ont été liés lorsque le mark était à 70 ou à 60 centimes. Et, maintenant, on dit que le contrat va s'exécuter sur la base de 1 fr. 25: bénéfice pour l'un, perte pour l'autre. Est-ce possible, et est-ce que nous, nous qui sommes le Parlement, nous aurions le droit de faire une chose pareille? Non.

Eh bien, je demande au Gouvernement ce qu'il entend faire de son article 11, s'il va le laisser dans son arrêté, ou si, au contraire, il va le rapporter. *(Applaudissements.)*

M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des finances.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, M. le ministre des finances m'a chargé de l'excuser auprès de vous de ce qu'il n'a pu se rendre à la séance de ce jour comme il en avait l'intention. Il a été obligé d'assister à une réunion très importante de la conférence de la paix.

Je voudrais vous fournir quelques brè-

ves explications sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a été amené à prendre la mesure financière qu'il vous demande aujourd'hui de régulariser.

Par application de l'armistice du 11 novembre, l'Alsace-Lorraine, rattachée à la France, s'est trouvée séparée complètement de l'Allemagne au point de vue commercial et a dû cesser toutes ses relations avec elle; à partir de ce moment, elle ne pouvait plus opérer de transactions qu'avec la France. Dans ces conditions, il était de toute nécessité de lui donner au plutôt la monnaie française en échange de la monnaie allemande qui circulait exclusivement jusqu'alors sur son territoire.

M. le président de la commission des finances. Ce n'était pas tellement pressant!

M. le sous-secrétaire d'Etat. Du moment qu'on reconnaissait la nécessité de faire cette substitution de monnaie, il était indispensable de la faire rapidement, afin d'éviter l'introduction frauduleuse de marks en Alsace-Lorraine.

M. le président de la commission des finances. Si on n'avait rien fait du tout, cela aurait mieux valu. *(Très bien!)*

M. le sous-secrétaire d'Etat. Si l'on avait agi autrement, on aurait élevé considérablement le coût de l'opération.

M. le président de la commission des finances. Du moment qu'on voulait faire l'opération, il était certain qu'il était préférable de ne pas la renvoyer à plus tard.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Monsieur le président, il était vraiment difficile, du moment que toutes les transactions commerciales, et en particulier le ravitaillement, devaient se faire par la France, de ne pas mettre entre les mains des Alsaciens-Lorrains des instruments monétaires français.

M. le président de la commission des finances. Les Alsaciens-Lorrains auraient payé avec des marks au cours du jour, à raison de 45 centimes. C'est clair comme le jour. *(Approbation.)*

M. le sous-secrétaire d'Etat. L'opération devait se faire rapidement, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, mais dans quelles conditions pouvait-elle être exécutée?

M. le président de la commission des finances. C'est une opération qui n'avait pas sa raison d'être: voilà la vérité. *(Très bien!)*

M. le sous-secrétaire d'Etat. On aurait pu, en effet, comme l'indique M. le président de la commission des finances, laisser les Alsaciens-Lorrains négocier leurs marks au cours du jour. Mais, dans bien des cas, les transactions leur auraient été rendues difficiles. En outre, on aurait fait subir aux populations alsaciennes-lorraines la dépréciation de l'instrument monétaire qu'elles avaient entre les mains. Il faut se rappeler en effet que, jusqu'à l'armistice, les Alsaciens-Lorrains commerçaient uniquement avec l'Allemagne, sauf quelques négociations avec la Suisse, et que la masse de la population ne s'apercevait pas de la dépréciation de la monnaie allemande.

Le paysan, l'ouvrier ignorent tout des questions de change. Le cultivateur qui vend ses denrées au marché local, l'artisan qui paye sa nourriture, ses vêtements dans le pays, ne se rendent pas compte de la baisse de la monnaie. Au contraire, du jour où le franc se substituait au mark, ou plutôt prenait place à son côté, la question du change revêtait une singulière importance, et les conséquences de la dépréciation du mark pesaient sur l'ensemble de la population.

Il eût été très dur d'imposer cette perte aux travailleurs.

Une autre considération militait encore en faveur du système qui a été adopté:

En Belgique, à la suite de conventions

qu'il serait trop long d'exposer ici, le gouvernement allemand s'était engagé à rembourser à 1 fr. 25 tous les marks qu'il avait introduits. On a pensé qu'il serait très difficile de faire comprendre aux populations de l'Alsace et de la Lorraine comment les marks pouvaient être remboursés en Belgique à 1 fr. 25 alors que les Alsaciens-Lorrains, rentrés dans le giron de la mère patrie, ne devaient recevoir pour les leurs que 63 ou 65 centimes. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement a estimé que la première mesure prise à l'égard de l'Alsace-Lorraine ne devait pas avoir pour conséquence d'imposer une perte importante à ses habitants.

M. Guillaume Chastenet. La perte est du chef de l'Allemagne et non du chef de la France. Ce n'est pas à nous à réhabiliter la monnaie allemande. *(Très bien !)*

M. le sous-secrétaire d'Etat. Sans doute, mais en définitive ce sont les populations de l'Alsace-Lorraine qui auraient subi la perte.

Voilà dans quelles conditions on a été amené à envisager le remboursement des marks, papier ou argent, circulant en Alsace-Lorraine, au taux de 1 fr. 25. Pourquoi a-t-on adopté le taux de 1 fr. 25 au lieu de 1 fr. 235 ? On paraissait s'en étonner tout à l'heure ? Cependant, dans les transactions courantes, c'était ce taux de 1 fr. 25 qui était généralement admis ; en outre, comme je vous l'indiquais il y a quelques instants, le taux de 1 fr. 25 avait été également adopté en Belgique.

Du moment que l'on remboursait le mark papier en circulation, on a été conduit tout naturellement à valoriser le mark dépôt, pour la raison indiquée tout à l'heure par M. le rapporteur de la commission des finances. Les dépôts dans les banques ne sont, en effet, autre chose que le prolongement du portemonnaie des particuliers. Que serait-il arrivé si l'on n'avait pas étendu cette mesure aux dépôts ? C'est que tous les titulaires de dépôts se seraient précipités vers les banques et auraient demandé des billets pour pouvoir les présenter matériellement à l'échange. Puisque l'on disait aux banques : « Vous avez des dépôts atteignant tant de millions et vous devez les rembourser au taux de 1 fr. 25 », il était indispensable, si l'on ne voulait pas les mettre dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements, de valoriser la part d'actif correspondant à la part de leur passif représentée par ces dépôts. Mais pouvait-on songer à valoriser la totalité de cet actif ? Assurément, non ! Les banques alsaciennes-lorraines devront, pour faire face à leurs dépôts, se servir en premier lieu de leur actif liquide exprimé en francs ou en monnaies alliées ou neutres. En second lieu, elles devront utiliser l'encaisse qui leur a été valorisée comme à tous les Alsaciens-Lorrains.

En dehors de ces éléments, dans quelles conditions les banques devront-elles faire face à leurs dépôts et quelles sont les autres ressources dont elles peuvent disposer ? Elles auront aussi des avoirs alsaciens et lorrains qui se trouvent également valorisés à 1 fr. 25, ainsi que leurs avoirs à la Reichsbank, convertis en avoirs à la Banque de France. Si tout cela ne suffit pas, alors il sera nécessaire de valoriser des créances sur l'Allemagne. Mais allons-nous valoriser les créances de l'Allemagne en elles-mêmes, allons-nous nous faire les garants de notre ennemie ? Nullement. Nous valoriserons aux banques le montant des marks qu'elles auront retirés de la réalisation de leurs créances sur l'Allemagne, et cela par l'intermédiaire de la Reichsbank qui recevra les sommes ainsi réalisées. De telle sorte qu'en définitive, ce que l'on va valoriser, ce sont les avoirs liquides des banques, dans la mesure strictement nécessaire pour permettre à

ces établissements de rembourser leurs dépôts.

M. Gaudin de Villaine. Vous ne pouvez pas dire autre chose comme représentant du Gouvernement ; mais vous ne paraissez pas très convaincu. *(Sourires.)*

M. le sous-secrétaire d'Etat. Ma tâche est assez difficile, monsieur le sénateur ; je m'excuse d'expliquer mal, peut-être, une question aussi délicate. *(Parlez ! parlez !)*

M. Chastenet. Si l'on vous avait écouté, on n'en serait pas là.

M. le sous-secrétaire d'Etat. En définitive, comme l'indiquait M. le rapporteur général, le Gouvernement français, en ce qui concerne les dépôts des banques, ne prend pas du tout l'engagement de les rembourser : il ne garantit même pas le remboursement de ces dépôts ; il se borne, vis-à-vis des banques qui justifieront d'un avoir liquide en marks, à le transformer en francs, tout comme on a transformé les billets, et cela dans la mesure strictement nécessaire pour rembourser les dépôts.

M. Hervey. A combien cela se monte-t-il ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. A l'heure actuelle, on a déjà remboursé, 903,650,000 marks en chiffre rond ; on a en outre valorisé 46 millions et demi de marks d'avoirs à la Reichsbank, ce qui fait un total de 950 millions de marks, représentant 1,100 millions de francs.

Voilà la première dépense. Les dépôts des banques ne sont, à l'heure actuelle, valorisés que pour une très faible part. En particulier, leurs avoirs à la Reichsbank ne sont pas encore entièrement valorisés. En fait, comme on l'a rappelé ici, les banques ont cessé de rembourser les dépôts, et elles attendent que l'on ait commencé par valoriser leur actif avant de payer leurs déposants.

A quel montant s'élèveront les dépôts en question ? Les chiffres qui nous ont été donnés ne constituent que des évaluations. Les banques avaient été invitées à fournir, à la date du 30 novembre, un état de leur différents dépôts. A l'heure actuelle, elles n'ont pas encore répondu à l'invitation qui leur avait été faite. Il m'est donc impossible de donner au Sénat le renseignement précis qu'il demande.

M. Hervey. Il y a cependant près de quatre mois de cela.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Aux marks échangés en Alsace, il faut encore ajouter ceux qui ont été repris, soit aux prisonniers, soit aux rapatriés civils. Ces opérations ne sont pas terminées. Le Gouvernement les a comprises dans ses évaluations pour 200 millions environ.

Je ne puis vous donner d'indications plus précises sur le coût définitif de l'opération, même limitée aux conséquences directes de l'échange des monnaies. Je vous fais connaître seulement mon sentiment. Le Gouvernement, n'ayant pas de chiffres exacts à fournir, n'a pu s'opposer à la réduction de 250 millions qu'a faite la Chambre sur le crédit demandé. Pour ma part, j'ai l'impression, mais ce n'est qu'une impression, que ce chiffre devra être augmenté et que le Gouvernement devra demander des crédits supplémentaires, comme l'a indiqué votre rapporteur.

M. le rapporteur. Si le Gouvernement croyait que l'opération devait aller jusque-là, il eût été de son devoir de demander le rétablissement du crédit.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Il m'est impossible de vous donner une précision ; je crois cependant de mon devoir de ne pas vous dissimuler mon impression. *(Approbation.)*

Après l'intervention de M. Doumer, je n'ai que peu de chose à ajouter sur l'opportunité du vote qui vous est demandé : je vous

dirais beaucoup moins bien que lui les raisons pour lesquelles le vote du projet est indispensable et pourquoi il est nécessaire de prendre une décision rapide. Les banques, je ne saurais trop insister sur ce point, ont cessé de rembourser leurs dépôts depuis l'arrêté du 26 novembre. C'est une situation intolérable pour les populations d'Alsace-Lorraine et, par suite, il est urgent que la question soit réglée.

Je demande donc au Sénat de consentir à prendre en considération cette situation de fait, et j'espère que la haute Assemblée voudra bien sanctionner les propositions de sa commission. *(Très bien ! très bien !)*

M. le président. La parole est à M. Chastenet.

M. Guillaume Chastenet. Nous allons voter le projet de loi, en participant au sentiment qui doit être celui de M. le sous-secrétaire d'Etat, obligé de défendre nous une mesure qu'il a combattue dans le cabinet du ministre des finances et dans les commissions préparatoires. En ce qui concerne l'article 11 qui est dans le débat, tout en étant en dehors du projet de loi, qu'est-ce que M. le ministre entend faire ?

M. le sous-secrétaire d'Etat paraissant quelque peu embarrassé pour me répondre, je poserai la question à M. le ministre des finances. *(Très bien !)*

M. le président. La parole est à M. Lebert.

M. André Lebert. Messieurs, je demande la permission d'attirer l'attention du Sénat sur une question qui, sans être aussi préoccupante que celle qui vient d'être traitée, n'est pas sans intérêt.

La loi, d'après son intitulé, intéresse les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains.

De la question du change en Alsace-Lorraine, je ne dirai pas un mot ; par contre, je voudrais vous entretenir de la situation préjudiciable faite à nos prisonniers de guerre et à nos rapatriés civils au regard de l'échange des monnaies. *(Très bien !)* Mon intervention est motivée par le souci très grand qu'a la commission du régime des prisonniers de guerre, présidée par M. Combes, de se faire entendre de M. le ministre des finances qui, pour des raisons que je vous dirai, n'a pas voulu jusqu'à présent accorder le moindre crédit au triple vœu qu'elle lui a fait parvenir.

Le Sénat ne l'ignore pas, lorsque les Allemands ou les Autrichiens capturaient des soldats français, l'un de leurs premiers soins était de convertir en argent du pays celui dont leurs prisonniers étaient détenteurs. Heureux encore quand ces malheureux n'étaient pas purement et simplement détournés. En arrivant dans un dépôt de prisonniers, on leur remettait du papier, quelquefois du numéraire, qui était naturellement des florins ou des marks. Quand nos prisonniers recevaient de leur famille, avec des envois alimentaires qui leur ont permis d'attendre l'heure de la délivrance, des mandats-poste, ceux-ci leur étaient soldés en argent du pays. Là, rien que de très naturel. Dans quelques camps, certaines monnaies fiduciaires ont été instituées. On allait jusqu'à payer la main-d'œuvre française avec des coupons d'emprunt de guerre allemands.

Quand l'armistice est intervenu, au moment de leur rapatriement, nos prisonniers ont reçu, qui un léger pécule ; qui quelque monnaie représentant le maigre salaire qu'ils avaient réussi à gagner ; qui, il faut le dire à la décharge de certains commandants de camps, l'argent qu'on leur avait retiré ; mais c'était toujours en monnaie du pays capteur. Fallait-il que nos prisonniers subissent le préjudice assez considérable du change de ces marks et de

ces florins, qui étaient tombés dans les conditions que l'on rappelait tout à l'heure.

M. le ministre de la guerre s'en est préoccupé. M. le sous-secrétaire d'Etat Ignace, plus spécialement chargé du sort des prisonniers, est intervenu auprès du ministre des finances en lui demandant de vouloir bien instaurer un régime d'exception en faveur de ces malheureux. (*Très bien !*)

M. le ministre des finances, a décidé que, pour que ces remboursements pussent s'opérer au taux de 1 fr. 25 le mark, les prisonniers de guerre et les rapatriés civils devraient s'adresser, jusqu'au 25 ou au 30 décembre, aux trésoriers des centres de rapatriement qui seuls seraient habilités à rembourser à l'ancien pair.

Vous savez, messieurs, dans quelles conditions hâtives se sont faites malheureusement les opérations du rapatriement; vous savez que certains centres, qui devaient recueillir les prisonniers de guerre, étaient démunis d'instructions et, il faut bien le dire aussi, d'argent français pour opérer le change; vous savez aussi que, bien qu'assez rapides, ces opérations de rapatriement ont néanmoins duré plus de deux mois et demi, et que, à la fin de décembre, un certain nombre de nos nationaux n'étaient pas encore rentrés. D'aucuns n'ont point été payés du tout, qui aujourd'hui réclament; ils se sont plaints à nous, et je suis bien certain qu'un certain nombre de mes collègues ont également reçu des plaintes de même nature.

Plusieurs sénateurs. C'est très exact.

M. André Lebort. Il existe à Paris des organismes auxquels les prisonniers pouvaient porter leurs doléances. Certains se sont adressés à la commission du régime des prisonniers, aux bureaux administratifs de l'œuvre des prisonniers de guerre, pour réclamer les avantages qu'on leur avait promis et qu'on ne leur a pas donnés. M. le ministre des finances a bien voulu, à la demande de M. le ministre de la guerre, proroger jusqu'au 31 janvier la période heureuse pour ces sortes d'échanges; mais il est arrivé que des prisonniers rapatriés étaient encore en chemin, que d'autres auxquels on pourrait imputer une certaine négligence se sont vu refuser par les caisses publiques des remboursements à l'ancien taux de 1 fr. 25, et qu'il leur faut, dès lors, subir une perte impossible à fixer, mais que l'organe administratif auprès duquel j'ai pris mes renseignements évalue à 120 millions de francs environ, rien que pour le change allemand et autrichien. Bien qu'il ne s'agisse pas de milliards, c'est néanmoins un denier important.

M. le ministre des finances a déclaré par trois fois, en réponse à nos sollicitations, qu'il était absolument impossible de proroger ce délai; il a répondu dans le même sens à M. le ministre de la guerre; nous savons depuis hier, par la troisième réponse de M. le ministre des finances, qu'il lui est impossible d'accorder un nouveau délai de grâce pendant lequel les oubliés ou les malhabiles pourraient enfin rentrer dans leur argent.

Telle est la question dont j'ai cru devoir vous saisir (*Très bien !*), et si M. le ministre des finances avait été ici, je n'aurais pas été fâché de l'amener à nous exprimer publiquement les raisons qui le font s'opposer à notre requête.

En effet, parmi ces réponses, il en est une que, pour ma part, je ne saurais admettre. Il nous dit: « La trésorerie est dans un tel état, qu'il m'est absolument impossible d'accorder un nouveau délai de grâce, même de quinze jours. » Mais il ajoute que si le Parlement veut voter de nouveaux crédits, il se livrera aux opérations qu'il ne peut pas faire actuellement.

Il se pose donc là une question qui inté-

resse au premier chef notre commission des finances. Si la chose est tout à fait désastreuse, il vaudrait mieux répondre par un veto absolu. Si elle est à moitié possible, je demande pourquoi M. le ministre des finances continue à s'y opposer. (*Très bien ! très bien !*)

Le Sénat appréciera; mais il est une autre question sur laquelle il est difficile à la commission du régime des prisonniers de céder à la volonté de M. le ministre des finances. Parmi les valeurs fiduciaires dont nos prisonniers de guerre sont revenus porteurs, il en est qui ont été émises par les diverses principautés d'Allemagne. Ainsi la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, dont les finances spéciales étaient peut-être habilitées au regard des finances de l'empire allemand à émettre du papier monnaie, à prendre des engagements partiels, ont payé les salaires, rétribué la main-d'œuvre en valeurs émises par eux. Le ministre des finances nous oppose cette raison, que le Sénat appréciera, qu'il lui est absolument impossible de laisser entrer en ligne de compte les engagements et les monnaies dont il s'agit, parce qu'ils ne sont pas garantis par l'empire allemand!

Messieurs, quand on détroussait nos prisonniers, quand on leur donnait cette monnaie du pays après leur avoir pris leur or, leur argent ou leurs papiers français, quel était le bénéficiaire de l'opération? Evidemment l'empire d'Allemagne. C'est évidemment au trésor de guerre allemand qu'affluaient toutes les sommes soustraites à nos nationaux par les divers Etats bavaurois, wurtembergeois, etc.

Je ne crois pas qu'on puisse juridiquement prétendre que l'empire d'Allemagne est irresponsable de ces sortes d'opérations, et que, pour n'avoir pas donné de garantie préalable au roi de Bavière, au roi de Wurtemberg ou au roi de Saxe, il va se trouver absolument exonéré de responsabilités. Il a été bénéficiaire, il doit être naturellement l'agent de remboursement. (*Applaudissements.*)

M. le ministre des finances nous dit: C'est une question qui doit être résolue par la conférence de la paix. Si un compte spécial doit comprendre le remboursement de ces valeurs, ce n'est point à moi ni au Parlement à le créer: c'est à nos plénipotentiaires d'inscrire à un compte spécial l'obligation pour l'empire d'Allemagne de tenir les engagements représentés, soit par le papier, soit par les valeurs en numéraire, qu'ont pris en réalité, vis-à-vis de nos nationaux, les Etats signataires de ces sortes de valeurs et de garanties. Et, comme il n'est ignoré de personne que l'honorable M. Klotz est l'un de ceux qui sont les mieux qualifiés pour débattre nos intérêts financiers au regard de la caisse allemande, j'aurais été heureux qu'il me répondît sur ce point. J'espère qu'à ses lieu et place M. le ministre des régions libérées ou M. le sous-secrétaire d'Etat voudra bien prendre la peine de me déclarer que, dans les accords préliminaires, on tiendra la main de façon très ferme à ce que figurent dans le compte de remboursement allemand tous les billets, tout le numéraire et tous les engagements qu'on aurait le plus grand tort de ne pas imposer aux diverses principautés de l'Allemagne que je viens d'énumérer. Il est impossible que nous laissions nos prisonniers, nos rapatriés aux prises avec des difficultés inextricables. Nous savons qu'elles ne le sont pas, puisque M. le ministre des finances, ainsi que je l'ai dit, a suggéré à son collègue de la guerre une demande d'ouverture de crédits. Ce n'est pas à cette tribune que l'affaire peut être débattue, puisque nous ne pouvons ici qu'enregistrer et critiquer ce qui est voté par la Chambre. Nous n'avons pas

d'initiative en cette matière, mais nous pouvons tout de même dire au Gouvernement notre manière de voir. Comme il s'agit de couvrir un préjudice aussi important, aussi sérieux, je dirai même aussi sacré que celui-là, comme il s'agit d'opérer une restitution aux mains de nos malheureux compatriotes qui ont subi pendant quatre ans et demi une très dure captivité (*Très bien !*), je demande au Sénat de vouloir bien comprendre ce sentiment et d'apprécier sous quelle forme il aura à dire au ministre des finances qu'il est intéressant de ne pas laisser la caisse de l'empire d'Allemagne dans un état de non solidarité avec celle des puissances qui font ou faisaient partie intégrante de l'empire, alors qu'il s'agit de remboursement et de restitution de cette nature. (*Très bien ! très bien !*)

Tel est l'objet des observations que j'ai l'honneur de présenter au Sénat, au nom de la commission du régime des prisonniers de guerre, qui ne voit pas sans un réel déplaisir le triple refus opposé à ses vœux motivés et légitimes, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des finances.

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Je voudrais répondre en quelques mots à l'honorable sénateur.

Sur le premier point, lorsque les prisonniers de guerre ont commencé à refluer vers la France, des centres de triage ont été établis dans lesquels les prisonniers de guerre pouvaient procéder à l'échange de leur monnaie allemande. Un certain nombre de prisonniers, comme vous le savez, ne sont pas passés par ces centres de triage et se sont dispersés dans le pays. Des délais ont été accordés pour leur permettre non pas seulement de procéder à l'échange matériel mais pour faire une déclaration réservant leurs droits.

Ces délais ont été successivement prorogés, comme l'indiquait l'honorable sénateur, jusqu'au 31 janvier dernier.

A l'heure actuelle, quelle est la situation d'un prisonnier de guerre qui a fait sa déclaration avant le 31 janvier et qui n'a pas pu procéder à l'échange de ses marks? Il peut se présenter à certaines caisses pour procéder à cet échange qui ne souffre aucune difficulté.

Pour les autres, on procède à l'examen des cas individuels.

Il ne me paraît pas possible, aujourd'hui, d'adopter un autre système, et je vais vous dire pourquoi: si vous reveniez sur les conditions établies, sur les délais impartis, vous verriez de tous côtés les marks affluer en France. On faisait allusion tout à l'heure à ceux qui traversaient le Rhin furtivement en barques... Ce danger serait plus menaçant encore.

Par conséquent, je ne crois pas que nous puissions procéder autrement que nous ne l'avons fait jusqu'ici. Je ne puis que répéter, au nom de M. le ministre des finances, la promesse qui a été faite d'examiner avec la plus grande bienveillance les cas individuels qui seront présentés.

M. Jénouvrier. J'ai reçu une lettre de M. Celier, directeur du mouvement général des fonds, qui refuse d'examiner les cas particuliers.

M. Hervey. Les trésoriers n'ont pas voulu recevoir les demandes.

M. le sous-secrétaire d'Etat. La direction du mouvement général des fonds ne peut pas, en effet, les examiner elle-même. Elle ne dispose ni des locaux ni du personnel nécessaire. C'est l'office des prisonniers de guerre qui est chargé de faire les enquêtes.

M. Jénouvrier. Et pour ce qui concerne les rapatriés civils ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Pour les rapatriés civils, c'est dans les préfectures que l'examen est fait.

M. Hervey. Pour les militaires, les trésoriers dans les dépôts n'ont pas reçu d'instructions et n'ont pas voulu recevoir de réclamations.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je demanderai que des instructions soient données de façon que les prisonniers de guerre puissent être renseignés.

M. Hervey. Ce serait très utile.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Quant à la nécessité de l'examen individuel, je persiste à penser qu'il est absolument indispensable. Bien que je ne me sois pas occupé personnellement de la question, j'ai entendu parler d'abus manifestes. Il est donc nécessaire de prendre des précautions.

On pourra, d'ailleurs, examiner s'il n'y a pas lieu de rappeler, par la voie de la presse, dans quelles conditions les demandes individuelles sont examinées.

Voilà pour le premier point. Sur le second, je me bornerai à répondre ceci : je demanderai à M. le ministre des finances de vouloir bien faire examiner la question du remboursement des billets dont on a parlé. Il me semble, pour ma part, que l'Allemagne devrait être tenue aussi responsable, à notre égard, du remboursement de ces bons que de tous autres.

J'ajoute que le remboursement aux prisonniers de guerre et aux rapatriés civils a été fait, à ma connaissance, d'une manière très large. Non seulement on a remboursé les billets, mais on a remboursé de simples bons de camps, des coupons de la dette d'empire et jusqu'à des timbres.

L'administration des finances a procédé à ces opérations avec beaucoup de bienveillance, je vous assure, et elle continuera dans le même esprit. J'ignore quel est exactement le motif sur lequel on s'est appuyé pour refuser le remboursement des valeurs dont il a été parlé, mais je demanderai à M. le ministre des finances de vouloir bien faire procéder à une nouvelle étude de la question. *(Très bien !)*

M. André Lebert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Leberrt.

M. André Leberrt. Je n'ai pas voulu allonger par des lectures les observations que j'avais à présenter. J'avais cependant un petit dossier comportant les réponses de M. le ministre des finances, et je ne voudrais pas que le Sénat se méprit sur les explications, d'ailleurs fort loyales, qui lui sont données par l'honorable sous-secrétaire d'Etat.

On vous dit — c'est M. le ministre des finances qui parle — : « Je suis disposé à l'examen le plus bienveillant des cas individuels. » J'aurais satisfaction si l'examen devait se généraliser à tous les cas qui peuvent être individuellement déferés à M. le ministre. Mais il a pris soin lui-même de limiter les cas auxquels son examen bienveillant pourrait s'arrêter et, dans une des lettres que je n'ai pas lues au Sénat, mais que je possède, il est dit, sous la signature de M. Klotz :

« Je suis tout disposé à examiner les déclarations faites conformément aux précédentes instructions, qui, bien que produites dans le délai prescrit, ont été refusées par les dépôts des corps de troupe par suite d'absence d'instructions ou par suite d'une indication erronée de la date fixée pour la clôture du délai antérieurement impartii. »

Que va donc faire l'honorable ministre des finances ? Il y a, si je puis dire, réparer la faute commise par un autre service d'Etat, c'est-à-dire que le trésorier, mal informé, démuné d'argent, ou ignorant le délai

dans lequel il devait rembourser, et qui a refusé à tort le remboursement au pair, se trouvera suppléé par M. le ministre des finances, qui, en son lieu et place, donnera à l'intéressé ce qu'il aurait dû percevoir,

Mais l'examen des cas individuels est limité à un assez petit nombre d'espèces, il ne faut pas croire à la bienveillance absolue de son département, ces cas sont compartimentés et se réduisent à un nombre relativement restreint.

Sur le second point de sa réponse, j'ai satisfaction, puisque la solidarité ministérielle engage M. le ministre absent par la réponse que fait M. le sous-secrétaire d'Etat qui veut bien se trouver ici. Mais *quid* pour les billets émis par la Saxe, le Wurtemberg, la principauté de Hesse, tous les autres Etats de l'ancien empire d'Allemagne ? Il m'apparaît que l'Allemagne doit être solidaire et responsable et que nous devons opérer le remboursement ; cependant, jusqu'au jour où j'ai l'honneur d'intervenir, M. le ministre des finances a purement et simplement refusé de monnayer, d'escompter et de rembourser ce papier.

S'il le fait à partir d'aujourd'hui, j'aurai satisfaction, et j'en suis convaincu, le Sénat également. Le Sénat est heureux de voir payer les prisonniers, qui sont de véritables créanciers, il serait particulièrement mal-séant de ne leur rien donner sous prétexte qu'ils étaient en Wurtemberg, en Hesse ou dans quelque Bavière.

Je n'insiste pas davantage et je demande simplement à M. le sous-secrétaire d'Etat de tenir la main à ce que son appréciation loyale, honnête et personnelle passe dans le domaine des faits *(Applaudissements)*.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, la victoire mérite sans conteste une statue à ceux qui nous l'ont donnée, aux principaux d'entre eux tout au moins ; je voudrais déjà la voir ériger, mais la commission spéciale n'en examinera le projet qu'après la paix. C'est un point de vue qui peut être soutenu avec raison, car, enfin, il faut que la paix soit digne de la victoire. Autrement je serais le premier à retirer ma proposition de statue.

Si donc la victoire mérite une statue, voilà un arrêté qui mérite surtout des critiques et comporte beaucoup de regrets : à en croire M. Doumer, nous devrions presque nous en taire et il nous faut voter tout de suite, parce que le débat est pénible.

Si pénible qu'il soit, messieurs, permettez-moi, cependant, de demander qu'il se poursuive demain en présence du ministre des finances, car M. Chastenet a dit vraiment sur l'article 11 des choses extrêmement importantes. M. Sergent ne peut pas répondre. Allons-nous passer au vote en nous contentant d'un simple signe de tête sur un sujet de cette importance ? Ne faut-il pas, contradictoirement avec le ministre responsable, examiner si cet article doit être maintenu ou s'il doit disparaître de la loi ?

M. Paul Doumer. Mais, mon cher collègue, cet article 11 n'est pas dans la loi ; c'est l'article 11 d'un arrêté dont nous ne connaissons pas.

M. Dominique Delahaye. Mais, enfin, toutes les conséquences de cet arrêté sont en jeu, sans qu'on le dise, dans le projet de loi ?

M. Paul Doumer. Non.

M. Dominique Delahaye. Je vais vous faire un aveu ingénu : je n'ai pas lu longuement le rapport, je ne connais pas le projet de loi présenté par le Gouvernement, je ne connais pas la proposition de la Chambre, mais mon ingénuité est une

accusation contre moi que peut s'attribuer, je crois, chacun de mes collègues. Par conséquent, il importe que l'Assemblée, qui n'a pas plus étudié que moi, légifère. *(Protestations.)*

M. le rapporteur. Parlez pour vous !

M. Dominique Delahaye. D'autres pourraient en convenir avec autant de sincérité.

M. le rapporteur. Et pour lire les rapports qu'on nous distribue. C'est la première des choses à faire.

M. Dominique Delahaye. Vous faites tant de rapports et cela va si vite que vous ne pouvez me faire aucun reproche de paresse. Si je n'ai pu me renseigner davantage, je désire tout de même, et plusieurs de nos collègues comme moi désirent savoir pourquoi cette proposition est meilleure que les deux précédentes. Je demande donc qu'on en délibère en présence du responsable, car il serait par trop commode que le ministre des finances pût se dérober à un pareil débat. On a l'air de rejeter la responsabilité sur le chef du Gouvernement : est-ce bien M. Clemenceau qui est responsable dans cette affaire ?

M. le rapporteur. C'est tout le contraire. On a déclaré que ce n'était pas lui qui était responsable.

M. Dominique Delahaye. Tout à l'heure quand j'ai parlé du ministre des finances, M. le président de la commission a dit que ce n'était pas M. Klotz qui était responsable.

M. le président de la commission des finances. J'ai dit que c'était le ministre des finances, mais pas M. Klotz personnellement.

M. Dominique Delahaye. Alors vous distinguez entre le ministre des finances et M. Klotz ?

M. le président de la commission des finances. Oui, parce que le ministre des finances agit au nom du Gouvernement quel qu'il soit.

M. Dominique Delahaye. C'est une subtilité sur laquelle je ne veux pas insister. Ainsi, là-dedans, M. Clemenceau est innocent ; M. Klotz est innocent ; et le responsable, c'est une espèce d'entité que vous appelez ministre des finances. Pour moi, le ministre des finances est un homme en en chair et en os.

M. Hervey. Il y a toujours quelqu'un qui est responsable !

M. Dominique Delahaye. Il faut bien qu'il en soit ainsi, sans quoi votre Gouvernement ne serait qu'un gouvernement fantôme.

M. Gaudin de Villaine. Personne n'est jamais responsable !

M. Dominique Delahaye. Je souhaite, sans grandement insister, de savoir en quoi cette proposition est meilleure que celles qui l'ont précédée, de son efficacité et je ne connais pas les deux autres.

M. le rapporteur. Alors ?

M. Dominique Delahaye. Alors ?... vous croyez que cela suffit.

M. le rapporteur. Avant de parler d'une affaire, il faut la connaître, au moins !

M. Dominique Delahaye. Je vais vous proposer quelque chose à quoi vous n'avez pas songé, vous qui connaissez tout.

M. le rapporteur. Je ne connais pas tout, mais j'ai l'habitude de ne parler que de ce que j'ai étudié.

M. Dominique Delahaye. Ces marks que vous allez reprendre, pourquoi ne les oblitériez-vous pas d'une façon spéciale pour les distinguer de tous les autres ? Je suis convaincu qu'ainsi les Américains vous les achèteraient à grand prix et ce serait plus avantageux que de les remettre en circulation. Vous allez être de mauvais acheteurs, tâchez d'être de bons vendeurs : mettez une

estampille comme celle dont on oblitère les timbres et vous tenterez les collectionneurs; c'est je dois vous le dire une idée qu'on m'a suggéré : je ne l'aurais pas trouvée tout seul.

Voilà une idée à laquelle il n'a pas pensé, et que j'apporte à la tribune parce que je suis un bon phonographe. Mais il est important que le débat soit continué en présence du principal responsable, sinon du principal coupable, le ministre des finances. Il est essentiel que le ministre vienne parmi nous pour que nous voyons ce qu'il y a à faire et que nous liquidions les comptes de ce fameux article 11 inclus dans votre projet de loi.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Il n'y est pas inclus.

M. Paul Doumer. Les Allemands devront nous rembourser des francs pour les marks que nous leur remettrons, ils nous rembourseront au taux de 1 fr. 25 que nous aurons payé.

M. Dominique Delahaye. Est-ce que M. Sergent ne pourrait pas donner son opinion au sujet de l'oblitération des marks ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je voudrais répondre simplement un mot à M. Dominique Delahaye. Si je n'ai pas répondu tout à l'heure à la question posée par M. Chastenot, concernant l'article 11, c'est que cet article ne me paraît pas mis en jeu par le projet qui est actuellement en discussion. C'est une question connexe, si vous le voulez; mais le projet qui vous est soumis ne vous demande pas de prendre parti sur l'article 11.

M. Dominique Delahaye. Vous voyez qu'il était utile que je vienne vous exposer avec ingénuité mon projet.

M. Sergent peut-il répondre aussi sur l'utilité de l'oblitération? N'y voit-il pas une source de récupération pour le Trésor par la rareté de l'objet? Comme il y a une bourse des timbres, il y aurait certainement une bourse de ces marks oblitérés et nous pourrions rentrer ainsi dans une partie de notre dépense. C'est une suggestion dont je ne suis pas l'inventeur, mais, si elle vous paraît digne d'être examinée, elle devrait être également incluse dans le projet de loi.

Je demande au Sénat si, au lieu de conclure aujourd'hui en disant *amen* sans recevoir pleine satisfaction, il ne vaudrait pas mieux renvoyer la suite du débat au jour où M. le ministre des finances pourrait venir nous donner son opinion. (*Très bien!*)

M. Ribot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Ribot.

M. Ribot. Je n'entends pas prolonger cette discussion; j'ai dit, l'autre jour, mon sentiment sur la manière dont cette affaire a été conduite. Je ne veux pas y revenir, surtout en l'absence de M. le ministre des finances. D'autre part, nous ne pouvons pas ne pas voter le projet qui nous est soumis, parce qu'il est impossible de laisser en souffrance, en Alsace-Lorraine, la parole du Gouvernement français. Je désire simplement poser une question.

Les banques ont remboursé en francs les dépôts qui leur ont été faits en marks. Il y a donc là une perte que le Gouvernement français s'engage à leur rembourser. Mais ces banques ont placé l'argent de ces dépôts. Quand ces placements ont eu lieu en Allemagne, il est incontestable qu'elles ne seront remboursées qu'en marks; le Gouvernement français prendra l'écart à sa charge. Mais, pour les placements faits à court terme en Alsace-Lorraine, une question se pose: les débiteurs d'Alsace-Lorraine rembourseront-ils en marks ou en francs ?

M. Paul Doumer. En francs.

M. Ribot. S'ils remboursent en francs,

alors l'article 11 de l'arrêté est maintenu dans son intégralité, et vous ne pouvez pas dire qu'il est en dehors du débat. Nous prenons un engagement qu'il faut tenir.

Si, au contraire, ils sont autorisés à rembourser en marks, c'est qu'alors on a fait litière de l'article 11.

Je ne donne pas d'opinion, je me borne à poser la question à M. le sous-secrétaire d'Etat, car, certainement, M. le ministre des finances a dû prendre une décision à cet égard. On ne peut pas réserver ce point: c'est le projet de loi lui-même qui le soulève. (*Très bien! très bien!*)

M. le sous-secrétaire d'Etat. Les dettes vis-à-vis des banques seront évidemment remboursables en francs.

M. Ribot. Le rapport dit le contraire.

M. Paul Doumer. Nous avons, je l'ai déjà dit, étudié le projet, au sein des commissions compétentes, afin de voir comment l'opération se présentait; nous avons même essayé de décrire cette opération dans le texte que nous vous soumettons. Comment donc envisageons-nous, les commissions et le Gouvernement, que les choses vont se passer ?

Tout d'abord, les banques vont être obligées de rembourser à leurs déposants au taux de 1 fr. 25 les marks déposés chez elles. D'où perte pour elles. Par contre, les banques possèdent un actif. Celui-ci est réalisable soit en francs s'il se trouve en France, en Alsace ou en Lorraine, soit en marks s'il se trouve en Allemagne ou dans tout autre pays ayant le régime monétaire allemand. La perte qu'elles vont subir du fait du remboursement de leurs déposants en francs sera compensée totalement si une part suffisante de leur actif est également remboursable en francs. Et alors, il n'y aura pas lieu à intervention du Trésor français.

M. Jénouvrier. Ce n'est pas leur prétention.

M. Paul Doumer. Quand, au contraire, une banque disposera d'un actif en francs insuffisant pour couvrir la perte résultant du remboursement en francs des dépôts faits dans ses caisses, il en résultera pour elle un déficit que le Trésor français s'engage à combler, car c'est lui qui a ordonné le remboursement en francs des dépôts.

M. Ribot. Messieurs, la situation est tout à fait grave, il faut que le Sénat le comprenne bien. (*Très bien! très bien!*)

J'ai posé la question, et je ne pouvais pas ne pas la poser, parce qu'elle est d'aujourd'hui; ce n'est pas la question de demain. M. le sous-secrétaire d'Etat et M. Doumer sont d'accord pour dire que les débiteurs des banques alsaciennes, Alsaciens ou non, devront rembourser en francs: en vertu de quel texte? Ce ne peut être qu'en vertu de l'article 11.

Voilà un Alsacien qui a fait un emprunt à court terme à une banque. On lui a donné des marks, et puis, demain, on va exiger de lui des francs; il va subir une perte considérable. (*Très bien! très bien!*) Soit, c'est un acte du prince, c'est l'article 11. Mais, alors, il va se retourner vers le Gouvernement français et lui dire: « Vous indemnisez les banques de leurs pertes, moi qui ne suis pas un banquier, moi, simple citoyen qui aurai reçu des marks, allez-vous m'obliger de rembourser le double? (*Très bien! très bien!*) »

Je comprends l'embarras de M. le sous-secrétaire d'Etat, mais, enfin, cette question doit être posée. Il faut que le Sénat sache ce qu'il vote.

Si la réponse tient, s'il est entendu par M. le ministre des finances que les banques doivent exiger le remboursement en francs des sommes qu'elles ont prêtées en marks, c'est qu'alors on est décidé à exécuter l'article 11 et à le maintenir. Qu'on le dise, mais qu'on nous dise en même temps les

conséquences financières qui vont aller infiniment loin. (*Très bien! très bien!*)

M. Jénouvrier. Personne ne les connaît !
M. Ribot. Il ne s'agit pas ici seulement d'actes ordinaires entre deux personnes. On dit même que les sociétés alsaciennes par actions devront payer désormais leurs coupons d'obligations en francs. Elles demanderont toutes à être indemnisées, et alors je ne sais pas quelles sont les limites de la charge que l'on va nous imposer.

M. Jénouvrier. Il n'y en a pas.

M. Ribot. Messieurs, je suis obligé de faire remarquer que la commission a déjà interrogé M. le ministre des finances et que la réponse qui lui a été donnée est juste l'opposé de celle qui vient de nous être faite. (*Sourires.*)

Dans le rapport de l'honorable M. Millès-Lacroix, voici ce que je lis :

« Le Gouvernement a lui-même, d'ailleurs, dans les diverses lettres que nous avons reproduites au cours de notre rapport, bien délimité l'étendue de son intervention: il mettra à la disposition des banques et institutions de crédit fonctionnant en Alsace et en Lorraine des francs, en contre-partie de leur actif liquide en marks, au taux de 1 fr. 25 par mark, dans la mesure nécessaire pour leur permettre de rembourser leurs dépôts à vue et à préavis, en exécution de l'article 9 de l'arrêté du 2 novembre 1918. L'actif liquide dont il leur fera reprise comprendra: d'abord l'encaisse et les avoirs à la Reichsbank, les créances à court terme sur des Alsaciens et Lorrains... »

Par conséquent, d'après les réponses données à M. le rapporteur général, c'est en marks que les débiteurs de banques devraient s'acquitter.

Les réponses données par M. Doumer et par le sous-secrétaire d'Etat ne correspondent nullement à ce qui est dit dans le rapport. Il faut que nous sachions si nous mettons la main dans l'engrenage. Il faut que nous sachions quelles sont les conséquences financières qui en résultent.

M. Paul Doumer. Nous ne mettons pas la main dans l'engrenage, elle y est.

M. Vicu. Nous voulons savoir où nous allons.

M. le président de la commission des finances. Nous ne pouvons pas le savoir.

M. Ribot. Adoptons-nous par notre vote l'article 11? Nous engageons-nous non seulement à rembourser les banques, mais à accepter les conséquences, quelles qu'elles soient, qui résulteront de l'article 11? On ne peut pas le réserver. Il faut que nous disions si, oui ou non, nous sommes décidés à le maintenir. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Cette question a déjà été posée au Gouvernement par la commission. Nous avons voulu être renseignés sur l'étendue de la charge qui sera imposée au Trésor. Nous voulions savoir jusqu'où voulait aller le Gouvernement. Le Gouvernement nous a donné la réponse contenue dans mon rapport.

Il est à craindre malheureusement que nous soyons amenés à aller beaucoup plus loin. Nous avons la main prise dans l'engrenage. L'opération est malheureuse, d'autant plus regrettable qu'on aurait pu, par d'autres procédés, donner satisfaction aux nécessités du moment et à celles de demain. Nous avons cette conviction: mais pouvons-nous laisser protester la signature du Gouvernement, retarder même le vote d'une loi attendue impatiemment par l'Alsace et la Lorraine ?

Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que, par le fait même de la mesure prise, il y a un arrêt complet dans les affaires; il se produit

ce fait extraordinaire que les créanciers des banques, pour avoir l'argent qu'ils ont déposé, sont obligés d'emprunter et de payer un intérêt aux banques qui sont leurs débitrices.

Il faut en finir.

Une imprudence grave a été commise, mais nous ne devons pas, je le répète, laisser protester la signature du Gouvernement.

M. Vieu. Il y a un responsable.

M. Gaudin de Villaine. Attendons M. le ministre des finances. (*Interruptions.*)

M. le rapporteur. Je vous en supplie, messieurs, l'honorable M. Ribot vient de faire toucher du doigt, beaucoup mieux que moi, avec sa haute autorité, les dangers de cette mesure. Je vous assure que la situation peut être très grave. J'ai eu l'honneur, il y a quelques jours, de voir M. le commissaire général de l'Alsace-Lorraine : il a insisté auprès de moi pour que je demande au Sénat de voter le plus rapidement possible ce projet.

Quand nous avons connu les entretiens du nouveau commissaire général nommé par le Gouvernement avec le monde financier et industriel de ces provinces, nous nous sommes demandé si nous devions faire mettre ledit projet à l'ordre du jour. Nous avons attendu l'arrivée de M. Millerand et c'est à la suite de la conversation que j'ai eue avec lui que je vous demande instamment de voter le texte que nous vous soumettons, quelle que soit la gravité de la situation que signale M. Ribot, en en laissant la responsabilité à celui à qui elle incombe. (*Bruit.*)

M. Dominique Delahaye. Je demande qu'on entende M. le ministre des finances demain.

M. Léon Bourgeois. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bourgeois.

M. Léon Bourgeois. Messieurs, je vous demande la permission d'appuyer de toutes mes forces les conclusions de M. le rapporteur général. Je parle, en ce moment, en qualité de président de la commission d'Alsace et de Lorraine. Nous ne nous sommes pas réunis aujourd'hui pour délibérer sur la question, mais nous en avions délibéré auparavant. Nous avons eu l'honneur d'être appelés par la commission des finances à nous joindre à elle dans l'examen de cette question. Le témoignage que j'apporte ici est celui qui a été recueilli pendant l'enquête, qu'avec un certain nombre d'entre nos collègues, nous avons fait en Alsace et en Lorraine.

Il est indispensable que le doute cesse chez nos concitoyens, sur l'application des mesures dont on vous demande actuellement, non pas de juger le bien ou le mal-fondé dans le passé en recherchant les responsabilités, mais d'assurer l'exécution dans la limite fixée par la commission des finances. La commission des finances limite à un crédit déterminé les conséquences de l'opération. Donc, vous avez la certitude que, le jour où un chiffre plus élevé de dépenses incomberait au Trésor, le Gouvernement viendrait demander de nouveaux crédits.

M. Dominique Delahaye. La belle conclusion !

M. Gaudin de Villaine. Vous acceptez cela d'un cœur léger.

M. Léon Bourgeois. Messieurs, je parle d'une des questions les plus délicates et les plus graves que nous puissions avoir à examiner. Certes, nous sommes tous d'accord que l'arrêté du 26 novembre présente des lacunes, des obscurités, et peut-être des erreurs ; mais la question n'est pas actuellement de le discuter dans ses détails et, quoi qu'en pense notre éminent ami, M. Ribot, et en réservant comme lui toute

mon opinion sur la question de l'application de l'article 11, nous n'avons pas, en ce moment, à trancher cette question particulière.

M. Dominique Delahaye. Si c'est dans cet esprit que la société des nations défend les intérêts de la France, nous sommes dans de beaux draps.

M. Léon Bourgeois. La question qui se pose est la suivante : donnons-nous au Gouvernement le crédit qu'il nous demande, de façon, en somme, à permettre de régulariser ce qui a été fait jusqu'à présent ? Voulons-nous, en outre, donner à l'Alsace et à la Lorraine cette certitude que, dans l'examen que nous faisons de ces questions, notre première préoccupation est de ne pas laisser croire un instant à nos compatriotes Alsaciens et Lorrains que nous puissions, pour des discussions très intéressantes en elles-mêmes, retarder le moment où ils pourront être certains qu'il ne sera pas apporté de troubles à la situation qu'ils espèrent voir s'établir définitivement. Croyez, messieurs, que c'est là quelque chose d'extrêmement grave. Si, comme nous, vous aviez été en Alsace et en Lorraine, si vous aviez entendu les doléances, les plaintes, les manifestations d'inquiétude, vous n'hésiteriez pas et vous voteriez le projet, tout en réservant votre jugement sur les conséquences qui peuvent en résulter dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

M. Ribot. Je suis tout à fait d'accord avec mon ami M. Bourgeois. Je voterai le projet. Mais je demande qu'on n'engage pas d'une façon indirecte l'application de l'article 11 par le vote qu'on nous demande.

M. de Selves. Nous sommes d'accord.

M. Ribot. Par conséquent, M. le ministre des finances donnera pour instructions aux banques, contrairement à ce qu'elles ont écrit dans leurs mémoires, d'exiger le remboursement de leurs débiteurs alsaciens en marks et non pas en francs. Elles n'ont d'ailleurs aucun intérêt à exiger ce remboursement en francs, car si on les rembourse en marks, elles sont couvertes par le Trésor français. Et, dans ces conditions, on réserve absolument la question de l'article 11.

M. le rapporteur général. Très bien !

M. Ribot. Mais si le ministre des finances permet aux banques d'exiger le remboursement en francs, il pose immédiatement la question de l'article 11 avec toutes ses conséquences financières, dont nous ne voyons pas en ce moment les limites. Qu'on réserve l'article 11, c'est ce qu'a dit le Gouvernement, mais qu'on le réserve complètement et qu'il soit entendu que nous votons, à condition que le remboursement par les débiteurs alsaciens se fera en marks, avec la garantie donnée aux banques, afin de réserver complètement la question.

Autrement, vous engagez la question à fond. Si vous obligez les débiteurs alsaciens à payer en francs, ceux-ci se retourneront demain contre vous, pour vous demander le payement de la différence.

M. le président de la commission des finances. Les banques demanderont à être couvertes ; cela reviendra toujours au même.

M. Ribot. Mais ces opérations limitées à l'importance des dépôts ne s'étendent pas à toutes les créances de l'Alsace.

M. Dominique Delahaye. M. Ribot a raison.

M. Ribot. Je donne mon avis avec la dernière netteté. Je pense que le Sénat s'y associera. Puisque M. le ministre des finances n'est pas présent, je lui dirai de ce banc que, s'il passe outre, il engagera de la façon, la plus grave, sa responsabilité. (*Applaudissements.*)

M. de Selves. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Selves.

M. de Selves. La question que soulève M. Ribot n'a pas échappé à la commission des finances. Nous avons interrogé M. le ministre des finances sur l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre. Il a été entendu que cet article était réservé et M. le ministre nous a même déclaré qu'il faisait l'objet d'une étude nouvelle. Par conséquent, le Sénat n'a qu'à enregistrer, comme l'a fait la commission, cette déclaration de M. le ministre que ne contredira certainement pas M. le sous-secrétaire d'Etat présent à la séance. Donc nous ne sommes appelés à nous prononcer que sur l'objet même du projet de loi ; d'ailleurs, pour définir cet objet, il convient de se reporter aux articles 3 et 9 de l'arrêté.

Dans ces conditions, toute autre question que celle que je viens d'indiquer étant réservée pour une discussion ultérieure, je demande à mon tour au Sénat de voter sans plus de retard le projet de loi qui lui est soumis et avec la portée restreinte qui a été indiquée. J'ajoute que je crois qu'il y a intérêt à clore le plus tôt possible cette discussion. Il ne faudrait pas que contre notre gré, contrairement à notre sentiment à tous, cette discussion pût faire en Alsace et en Lorraine l'objet d'interprétations autres que celle que nous souhaitons.

La commission des finances a prié ceux de nos collègues qui se sont rendus en Alsace-Lorraine de venir exposer leurs impressions et leurs sentiments. De l'échange de vues auquel nous avons procédé, il est résulté que nous avons été d'accord pour terminer le plus vite possible cette affaire. Un grand nombre d'Alsaciens et de Lorrains ont leurs fonds déposés en compte courant dans les banques actuellement. Ils ne peuvent pas les retirer et on leur demande 6 p. 100 d'intérêts s'ils veulent faire une spéculation quelconque.

M. Gaudin de Villaine. C'est monstrueux ?

M. de Selves. La vie économique est donc arrêtée. Il y a, là, un état de choses qu'il serait nuisible de prolonger, je vous l'assure. (*Applaudissements.*)

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Je suis tout à fait de l'avis de M. Léon Bourgeois. Il ne faut pas qu'en Alsace-Lorraine, il y ait le moindre doute sur la question de savoir si la France fera honneur à la signature, même mal posée, de son Gouvernement.

M. Charles Riou. Ce n'est pas douteux.

M. Jénouvrier. En conséquence, il faudra que nous payions tous les marks qui nous seront présentés en Alsace-Lorraine en francs. Quelles en seront les conséquences, personne ne le sait. M. Doumer a dit : « Nous avons la main dans l'engrenage. » — Je me suis permis d'ajouter : « Tout le corps y passera. Il faudra que vous payiez tout ».

Moi aussi, j'ai entendu les doléances du public en Alsace. Vous ne payerez pas seulement en francs le mark qui se trouve dans le porte-monnaie des Alsaciens-Lorrains, vous ne payerez pas seulement les marks qui sont en dépôt à court terme dans les banques, en Alsace-Lorraine, mais vous payerez en francs tous les dépôts faits en marks dans les caisses d'épargne, dans les compagnies d'assurances sur la vie ou contre les accidents.

Les banquiers d'Alsace demandent, et ils l'obtiendront, que vous valorisiez le franc au taux de 1 fr. 25 et tous leurs placements généralement quelconques.

Un sénateur à gauche. Nous réservons la question.

M. Servant. Vous ne réservez rien du tout, voilà le malheur. Nous voudrions pouvoir réserver quelque chose, mais il n'est plus temps.

M. Jénouvrier. Depuis dix ans, on l'a dit. Vous réservez quoi? Après demain le ministre des finances viendra vous demander un crédit de deux milliards et demi pour faire face à la signature de la France : vous les donnerez. S'il vous demande cinq milliards, vous les donnerez et, ce qu'il y a d'énorme, c'est que cette question est discutée en l'absence de l'auteur responsable. (*Vifs applaudissements.*)

Car, en somme, malgré cette faute énorme, il faut que la signature de la France soit respectée, il faut que nos compatriotes d'Alsace-Lorraine reçoivent ce qu'on leur a permis d'espérer.

Mais il serait convenable tout de même que celui qui a eu la perspicacité de ce mécanisme...

M. Charles Riou. Perspicacité à rebours.

M. Jénouvrier. ...vint en rendre compte devant le Parlement; car enfin, au point de vue constitutionnel, M. le sous-secrétaire d'Etat ne saurait porter la même responsabilité que le ministre des finances. Croyez-vous, vraiment, mes chers collègues, que nous porterions le trouble parmi nos compatriotes d'Alsace-Lorraine, si nous attendions jusqu'à demain matin pour dire à M. le ministre des finances : la conférence de la paix ne siège pas le matin, vous pourriez distraire un instant de vos grandes préoccupations pour venir donner à la plus haute Assemblée politique de ce pays les renseignements auxquels le pays a droit? Il faudra savoir comment on a été amené à payer cette somme formidable. M. Léon Bourgeois a dit que nous payerons et je suis d'accord avec lui, mais je suis aussi d'accord avec vous tous pour demander que M. le ministre des finances vienne en personne nous dégager. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. le président. En réalité, M. Jénouvrier demande le renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance.

M. Jénouvrier. Oui, monsieur le président.

M. Paul Doumer. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. Je me permets de demander à mes honorables collègues et en particulier à M. Jénouvrier, qui a assisté à toutes nos discussions à la commission des finances, de renoncer à prolonger ce débat. Oui, l'arrêté du 26 novembre peut entraîner des dépenses considérables, mais il vous est loisible, quand vous voudrez, en dehors de la discussion du projet de loi, de demander des explications au Gouvernement sur cet arrêté. Le projet de loi limite les dépenses qui seront faites, qu'il autorise. Quelles sont ces dépenses? Ce sont celles qui permettront aux banques de rembourser leurs déposants. Les sommes exigées par ces remboursements, nous les connaissons, puisque la comptabilité des banques est à notre disposition.

La commission a rédigé un texte qui limite l'opération à effectuer uniquement à ce qui fait l'objet de l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre, c'est-à-dire, encore une fois, au remboursement du dépôt. Si ce remboursement ne s'effectuait pas, vous savez bien qu'il en résulterait un véritable péril économique pour l'Alsace et pour la Lorraine, car le commerce et l'industrie n'y pourraient pas obtenir les disponibilités de crédit dont ils ont besoin.

Je me permets de placer sous les yeux de mes collègues l'article 2 du projet de loi qui est ainsi conçu :

« Seront portés au débit de ce compte : le montant des francs échangés en Al-

sace et Lorraine, contre des monnaies allemandes, au taux de 1 fr. 25 pour un mark. »

Il s'agit là d'une opération terminée. Nous en connaissons exactement le coût.

Je continue la lecture de l'article 2 :

« 2° Le montant des francs qui seront mis à la disposition des banques et institutions de crédit fonctionnant en Alsace et Lorraine en échange de la part de leur actif liquide en marks reprise au taux de 1 fr. 25 pour un mark, nécessaire au remboursement des dépôts à vue ou à préavis effectués jusqu'au 30 novembre 1918 dans leurs établissements d'Alsace et Lorraine par les Alsaciens, etc. »

Il s'agit ici d'une opération limitée, j'ajoute que cette opération est urgente, car il faut faire honneur à la signature de la France. Une promesse a été faite. Elle n'a pu être exécutée jusqu'ici en l'absence d'un texte législatif permettant de faire les dépenses nécessaires.

Promesse imprudente! dit-on. Peut-être. En tout cas, la promesse a été faite. Je vous demande de ne pas retarder davantage l'échéance. Les changements opérés dans l'administration de l'Alsace-Lorraine ont déjà fait perdre plusieurs jours. N'en perdons pas d'autres. Le projet est nécessaire, il est urgent, je supplie mes collègues de s'en rendre compte : il y a un intérêt national à le voter aujourd'hui, j'insiste pour qu'on le vote tout de suite. (*Très bien! très bien!*)

M. Alexandre Bérard. Il est impossible de voter un projet aussi formidable sans entendre le ministre des finances.

M. Paul Doumer. Ce projet est nécessaire, je le répète. Donc, il est possible, contrairement à ce que pense notre collègue M. Bérard, de le voter de suite, et j'estime que le Sénat doit le voter.

M. Gaudin de Villaine. Nous sommes d'accord sur le fond.

M. Paul Doumer. Il y a en jeu à la fois un intérêt alsacien et lorrain, et un intérêt français.

M. Lebrun, ministre des régions libérées. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de régions libérées.

M. le ministre. Qu'il me soit permis, messieurs, d'ajouter un seul mot à l'appel que M. Doumer vient d'adresser au Sénat pour le prier de voter immédiatement le projet de loi soumis à son examen.

L'honorable ministre des finances, comme l'a dit tout à l'heure M. le sous-secrétaire d'Etat, a été retenu aujourd'hui par les travaux d'une importante commission de la conférence de la paix; mais, pour marquer sa déférence envers le Sénat, il m'a prié de me trouver au ban du Gouvernement pour l'excuser et prendre la parole, s'il en était besoin, en dehors des questions d'ordre technique et financière qu'a complètement traitées M. Sergent.

Je le fais et je dis : « Si la proposition qui vous est présentée était adoptée, le projet de loi ne serait qu'ajourné, c'est entendu. L'opinion du Sénat paraît, en effet, unanime pour le voter; mais songez tout de même à l'impression que pourrait faire en Alsace et Lorraine la nouvelle de cet ajournement qui serait mal interprété et aux conséquences fâcheuses susceptibles d'en résulter. C'est là le point de vue qui préoccupe le Gouvernement et qui ne peut pas laisser le Sénat indifférent. »

Il y a certes, la question de l'article 11; mais on l'a dit, on l'a répété, elle est, en dehors du projet de loi actuel. Et est-ce que le Gouvernement n'est pas à votre disposition, toujours et à toute heure? (*Exclamations et dénégations à gauche et sur divers bancs au centre et à droite.*)

M. Gaudin de Villaine. Oui, après le vote!

M. le ministre. Mais puisque le vote ne se rapporte pas à cette question!... J'insiste, au surplus, sur ce fait : le Gouvernement n'est-il pas à la disposition des Chambres pour leur donner par l'un des nombreux moyens que suggère la procédure parlementaire, les renseignements qu'elles ont le désir d'obtenir?

Dans ces conditions, messieurs, Je crois que vous pourriez aborder le vote de l'ensemble, puisque tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune ont conclu dans ce sens au fond. Sous la réserve de ces observations, je me permets donc de demander instamment au Sénat de voter le projet de loi qui est soumis à son examen.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, je demande que ma proposition, qu'a bien voulu appuyer M. Jénouvrier, soit mise aux voix, à savoir que la suite du débat soit renvoyée à demain matin. L'Alsace-Lorraine n'éprouvera pas d'inquiétude à la lecture du nom de M. Jénouvrier et du mien. Elle est aussi rassurée par ces noms-là que par ceux de MM. Bourgeois et Debierre. (*Exclamations sur un grand nombre de bancs.*)

M. Jénouvrier. Je prie le Sénat de penser que je ne mets pas mon nom en opposition avec celui de M. Léon Bourgeois.

M. Dominique Delahaye. J'entends bien que M. Jénouvrier ne peut pas me suivre sur ce point.

M. Jénouvrier. Mais je ne suis personne.

M. Dominique Delahaye. Je ne lui demande pas de s'associer à moi, et je commence par dire que je suis d'accord avec M. Léon Bourgeois, ce qui m'arrive très rarement. Mais que M. Jénouvrier, ayant fermé sa parenthèse, me permette de continuer en mon nom personnel, car si la proposition a été soutenue par lui, elle a été formulée par moi : elle tend à ce que le débat ne se termine pas par les garanties données par M. de Selves; car enfin, c'est lui qui, actuellement, s'institue le répondant du ministre des finances.

M. de Selves. J'ai parlé au nom de la commission des finances.

M. Dominique Delahaye. Oui, mais vous avez promis que le ministre serait bien sage et qu'il ferait ce que vous avez décidé à la commission des finances. La responsabilité ministérielle est déjà une chose assez nuageuse pour qu'on ne la complique pas par des assertions et des déclarations de M. de Selves.

M. Ribot a été d'une précision parfaite; je l'ai admiré bien qu'il n'ait pas été jusqu'au bout de l'idée, lui non plus. Il a l'air de penser que l'on peut se contenter de son affirmation; mais il nous en faut une autre, celle de M. le ministre des finances contresignant la déclaration de M. Ribot.

Si vous ne faites pas cela, vous passerez, aux yeux de l'Alsace-Lorraine comme à ceux de la France, comme ne prenant pas un souci suffisant des intérêts du pays.

Déjà, c'est à la légère que la chose a été engagée; il ne faut pas que le vote soit émis de même. C'est pourquoi j'insiste, messieurs, pour la fixation à demain matin de la prochaine séance.

M. Jénouvrier. En ce qui me concerne, monsieur le président, je retire ma demande de renvoi. (*Mouvements divers.*)

M. Albert Peyronnet. Afin que le renvoi à demain matin ne puisse pas être mal interprété et pour répondre au vœu de plusieurs de mes collègues qui s'inquiètent de la répercussion de ce renvoi, en Alsace-Lorraine, je demande au Sénat, au nom de plusieurs de mes collègues et au mien, de vouloir bien suspendre la séance et de la

reprenre ce soir, à neuf heures, pour entendre M. le ministre des finances. (*Très bien ! très bien !*)

M. Ribot. J'ai dit tout à l'heure, et je ne change pas d'avis, que nous pouvons voter le projet aujourd'hui ; pour ma part, je le voterai, parce que je ne veux pas qu'il y ait un trouble ou un malentendu quelconque dans cette province où nous venons de rentrer.

Mais j'ai demandé et je demande que la question de l'article 11 soit entièrement réservée. J'ai démontré qu'elle ne le serait pas, si l'on obligeait les débiteurs alsaciens des banques à rembourser en francs au lieu de rembourser en marks. Je demande donc que M. le ministre des finances tienne compte de ce qui a été dit ici, aux applaudissements, je crois, du Sénat tout entier. S'il passait outre, j'annonce dès à présent le dépôt d'une interpellation (*Vive approbation.*)

M. le président. Je suis saisi, messieurs, de deux propositions : M. Delahaye demande le renvoi de la suite de la discussion à demain matin ; M. Peyronnet propose le renvoi à ce soir vingt et une heures. Je consulte le Sénat sur l'ajournement à demain matin.

(Cette proposition n'est pas adoptée.)

M. le président. Je vais mettre aux voix la proposition de M. Peyronnet qui demande le renvoi à ce soir de la suite de la discussion.

M. Paul Doumer. Monsieur le président, j'applique à cette proposition la demande de scrutin que j'ai déposée au nom d'un certain nombre de mes collègues et au mien.

Voix nombreuses. — Retirez-la !

M. le président. Je suis saisi d'une demande de scrutin...

M. Albert Peyronnet. Monsieur le président, je retire ma proposition.

M. le président. La proposition étant retirée et personne ne demandant plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est ouvert dans les écritures du Trésor un compte spécial intitulé : « Echange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées ».

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Seront portés au débit de ce compte :

« 1^o Le montant des francs échangés en Alsace et Lorraine contre des monnaies allemandes au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark ;

« 2^o Le montant des francs qui seront mis à la disposition des banques et institutions de crédit fonctionnant en Alsace et Lorraine, en échange de la part de leur actif liquide en marks reprise aux taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, nécessaire au remboursement des dépôts à vue ou à préavis effectués jusqu'au 30 novembre 1918 dans leurs établissements d'Alsace et Lorraine par les Alsaciens, Lorrains, Français, ainsi que par ceux des ressortissants des pays alliés ou neutres qui étaient domiciliés en Alsace et Lorraine avant le 1^{er} août 1914 ;

« 3^o Le montant des francs échangés contre des monnaies allemandes, au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, à des prisonniers de guerre français et à des habitants des régions libérées ;

« 4^o Les dépenses afférentes aux opérations d'échange ci-dessus.

« Seront portés au crédit du même compte les remboursements à effectuer par le gou-

vernement allemand, au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, des monnaies allemandes et avoirs en banques échangés, comme il est dit ci-dessus. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Le montant des sommes qui peuvent être portées au débit du compte institué par l'article 1^{er} ne pourra excéder 2,250 millions de francs. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée, de MM. Doumer, Millès-Lacroix, Henry Chéron, Reynald, Monis, Ribière, Bérenger, Grosjean, Cazeneuve et Chapuis.

Il va être procédé au scrutin. (Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	204
Majorité absolue.....	103
Pour	204

Le Sénat a adopté.

La commission demande que l'intitulé du projet de loi soit modifié comme suit :

« Projet de loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées. »

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

7. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances.

M. Sergent, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, un projet de loi modifiant un titre et un article du titre II du livre 1^{er} du code du travail.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission relative à la codification des lois ouvrières.

Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le ministre des régions libérées.

M. Lebrun, ministre des régions libérées. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics et des transports et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des chemins de fer. Il sera imprimé et distribué.

8. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Bérard un rapport fait au nom de la commission des chemins de fer chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain.

Le rapport sera imprimé et distribué.

9. — RENVOI D'UNE PROPOSITION DE LOI A UNE COMMISSION

M. le président. Dans une précédente séance, le Sénat a renvoyé à sa commission

du code du travail l'examen d'une proposition de loi tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre.

La commission de l'armée demande que cette proposition de loi lui soit renvoyée pour avis.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

10. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'il a, dans une précédente séance, fixé :

1^o Au jeudi 10 avril, la discussion des interpellations de M. Goy, sur la situation des facultés des sciences et de médecine, et de M. Cazeneuve, sur la crise de l'enseignement supérieur ;

2^o Au vendredi 11 avril, la discussion de l'interpellation de M. Perchot, sur la politique financière.

Dans ces conditions, je pense que le Sénat voudra se réunir le 10 avril.

M. Paul Strauss. Pourquoi ne pas tenir une séance avant cette date?

M. le président. Parce qu'il n'y a pas matière suffisante. (*Marques d'assentiment.*)

Voici quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

Dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les frais occasionnés par les malades admis d'urgence dans les hôpitaux (art. 82 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913) ;

Nomination d'une commission de dix-huit membres pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'Etat et la ville de Paris.

En séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Goy sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris ;

Discussion de l'interpellation de M. Cazeneuve sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter le dernier paragraphe de l'article 621 du code d'instruction criminelle.

Il n'y a pas d'observations?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

Il y aura donc le jeudi 10 avril, à quatorze heures et demie, réunion dans les bureaux, et à quinze heures, séance publique, avec l'ordre du jour qui vient d'être réglé.

11. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Eugène Réveillaud un congé de huit jours.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures vingt-cinq minutes.)

Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne seront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

2554. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 2 avril 1919, par M. Sauvan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre ce que réserve la nouvelle loi sur la législation des pensions aux père et mère remplissant toutes les conditions définies par cette loi, mais n'ayant pas la nationalité française.

2555. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 2 avril 1919, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur si l'allocation et les majorations militaires ont été accordées aux familles des agents subalternes, mobilisés, des services municipaux de la ville de Paris, ces agents ayant continué à recevoir l'intégralité de leur traitement; si le montant de ces allocations n'est pas versé à la ville de Paris, venant en déduction des sacrifices que celle-ci s'impose pour son personnel et si ces faits sont exacts, ce qui s'oppose à ce que les mêmes avantages fussent accordés aux villes qui, comme Paris, ont continué à payer intégralement leurs agents mobilisés.

2556. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 2 avril 1919, par M. Guillo-teaux, sénateur, demandant à M. le ministre des finances, si un r traité de l'Etat, jouissant d'une pension militaire annuelle de 4.000 fr. au maximum et occupant dans l'administration de la marine un emploi pour lequel il reçoit une indemnité majorée de l'allocation de vie chère, peut invoquer le bénéfice de l'allocation temporaire accordée aux petits pensionnés de l'Etat par la loi du 23 février 1919 et par l'instruction ministérielle du 24 février 1919.

2557. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances de rétroceder par voie amiable aux entrepreneurs et petits bûcherons dont tout le matériel Decauville a été réquisitionné à la valeur d'avant-guerre, un matériel équivalent à celui réquisitionné, qui leur coûterait actuellement une somme quatre fois supérieure.

2558. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, s'il ne serait pas possible d'envoyer dans des régiments régionaux, pour les rapprocher de leurs familles, les mobilisés originaires des départements libérés, qui furent affectés à des régiments coloniaux.

2559. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si un ouvrier mobilisé dans une usine, atteint de la grippe pendant son travail, a droit durant son séjour à l'hôpital et sa convalescence, à l'allocation réglementaire.

2560. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si un ouvrier mo-

bilisé dans une usine a droit, pendant la durée d'une maladie contractée au cours du travail, au paiement de la moitié du salaire journalier.

2561. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si un soldat reconnu malade par le médecin et exempté de service, d'it, avant de suivre les prescriptions du major, attendre l'ordre du chef d'unité et risquer ainsi d'aggraver sa maladie et même de la rendre mortelle; s'il appartient au chef d'unité de juger si un soldat est physiquement capable de faire son service et à quoi sert le service de santé.

2562. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Charles Dupuy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, si, en ce qui concerne l'ordre de démobilisation n° 3 visant dans son 2° les « hommes classés dans le service auxiliaire pour affection contractée ou aggravée aux armées », le terme affection ne doit pas s'entendre pour les blessures aussi bien que pour les maladies et si certains de ces démobilisateurs refusent, à juste titre, d'appliquer l'ordre n° 3 aux hommes classés dans l'auxiliaire pour blessures.

2563. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Gomot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les militaires cultivateurs des classes 1888 à 1891, qui ont été détachés à la terre (catégorie A), ont droit à un vêtement civil ou à une indemnité représentative de 52 fr.

2564. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment et à quelle date, les candidats incorporés ont été prévenus qu'un cours de ait avoir lieu en août prochain avec cours préparatoire de quatre mois à Saint-Maixent et quelle sera la situation des militaires désireux de suivre ce cours, qui l'ont ignoré, parce qu'en permission ou malades, qui ont été mis en route sur le front d'Orient et n'ont pu, de ce fait, se présenter, le 1er avril, au directeur de Saint-Maixent.

2565. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances quelle est la procédure à suivre pour obtenir le remboursement des bons de la défense nationale perdus ou volés, mais non encore échus.

2566. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture s'il est exact que, d'accord avec lui, il ait été entendu que les fabricants de superphosphates ne reprendraient pas, contre argent, les sacs vides qui leur seraient renvoyés par les acheteurs.

2567. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics et transports d'accorder aux familles peu fortunées le voyage gratuit par voie ferrée pour leur permettre de rechercher les tombes de leurs morts et de leur donner une sépulture convenable.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2486. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question

posée, le 18 mars 1919, par M. Fabien-Cesbron, sénateur.

2487. — M. Villiers, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre dans combien de temps les familles des militaires tués dans l'Aisne et dans la Meuse seront autorisées à effectuer le transport de leurs corps et si une décision spéciale est intervenue en ce qui concerne les militaires morts en Suisse. (Question du 15 mars 1919.)

Réponse. — Un projet de loi, actuellement déposé à la Chambre des députés, prévoit l'interdiction sur la totalité du territoire français de tout transport de corps de militaire décédé pendant un délai de trois années à compter du 1er janvier 1919. Cette mesure d'ordre général s'applique aussi bien aux militaires morts en Suisse qu'à ceux tombés sur les champs de bataille de Franco et de Belgique.

2500. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 19 mars 1919, par M. d'Estournelles de Constant, sénateur.

2502. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Joseph Loubet, sénateur.

2503. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2504. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Amic, sénateur.

2505. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Daudé, sénateur.

2506. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Cordolet, sénateur.

2509. — M. le ministre de la justice fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 20 mars 1919, par M. Boudenoot, sénateur.

2513. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 22 mars 1919, par M. de Las Cases, sénateur.

2515. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 21 mars 1919, par M. Millon, sénateur.

2516. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les

éléments de la réponse à faire à la question posée, le 24 mars 1919, par M. Milan, sénateur.

2517. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gomot, sénateur.

2526. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2527. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2528. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2529. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2530. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2531. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. Debierre, sénateur.

2532. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 25 mars 1919, par M. de la Batut, sénateur.

M. Gaudin de Villaine a déposé sur le bureau du Sénat une pétition d'un certain nombre de veuves et de mères d'inscrits maritimes disparus ou morts, habitant Regnéville (Manche).

Ordre du jour du jeudi 10 avril.

A quatorze heures. — Réunion dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les frais occasionnés par les malades admis d'urgence dans les hôpitaux (art. 82 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). (Nos 85, 130 et 324, année 1913.)

Nomination d'une commission de dix-huit membres pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif

au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'Etat et la ville de Paris. (N° 123, année 1919.)

A quinze heures. — Séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Goy sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris.

Discussion de l'interpellation de M. Caze-neuve sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter.

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter le dernier paragraphe de l'article 621 du code d'instruction criminelle. (Nos 101 et 127, année 1919. — M. G. Poulle, rapporteur.)

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du vendredi 28 mars 1919 (Journal officiel du 29 mars).

Page 381, tableau VI, pensions d'invalidité, 16^e colonne (85 p. 100), 1^{re} ligne,

Au lieu de :

« 2,839 fr. ».

Lire :

« 2,389 fr. ».

Page 384, tableau VIII, pensions de veuves ou d'orphelins, 2^e colonne, taux normal, 2^e ligne.

Au lieu de :

« 2,950 fr. »,

Lire :

« 3,000 fr. ».

3^e ligne.

Au lieu de :

« 2,350 fr. »,

Lire :

« 2,500 fr. ».

4^e ligne.

Au lieu de :

« 1,900 fr. »,

Lire :

« 2,000 fr. ».

5^e ligne.

Au lieu de :

« 1,800 fr. »,

Lire :

« 1,850 fr. ».

3^e colonne. — Taux de réversion, 2^e ligne,

Au lieu de :

« 2,700 fr. »,

Lire :

« 2,850 fr. ».

3^e ligne.

Au lieu de :

« 2,050 fr. »,

Lire :

« 2,050 fr. ».

4^e ligne.

Au lieu de :

« 1,750 fr. »,

Lire :
« 1,850 fr. ».

5^e ligne,

Au lieu de :

« 1,600 fr. »,

Lire :

« 1,650 fr. ».

6^e ligne.

Au lieu de :

« 1,450 fr. »,

Lire :

« 1,550 fr. ».

Même page, tableau IX, pensions de veuves ou d'orphelins, 2^e colonne, taux normal, 1^{re} ligne.

Au lieu de :

« 1,800 fr. »,

Lire :

« 1,850 fr. ».

3^e colonne, taux de réversion, 1^{re} ligne.

Au lieu de :

« 1,600 fr. »,

Lire :

« 1,650 fr. ».

2^e ligne.

Au lieu de :

« 1,450 fr. »,

Lire :

« 1,550 fr. ».

Page 387, 3^e colonne, 21^e ligne.

Au lieu de :

« Droit des ayants cause... »,

Lire :

« Droits des ayants cause... ».

Page 389, 2^e colonne, 18^e et 19^e lignes en partant du bas.

Au lieu de :

« Il pourra présenter des observations orales ou pourra en faire présenter... »,

Lire :

« Il pourra présenter des observations orales ou en faire présenter... ».

Page 391, 1^{re} colonne, 18^e ligne en partant du bas.

Au lieu de :

« ... ainsi qu'aux ascendants... »,

Lire :

« ... ainsi qu'aux orphelins et ascendants... ».

Page 392, 2^e colonne, 37^e ligne.

Au lieu de :

« ... jusqu'à concurrence de la somme... »,

Lire :

« ... jusqu'à concurrence d'un quart de la somme... ».

Page 393, 3^e colonne, 59^e ligne.

Au lieu de :

« ... la minorité s'étendant... »,

Lire :

« ... la minorité s'étendant... »

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du lundi 31 mars 1919 (Journal officiel du 1^{er} avril).

Page 425, 2^e colonne, 5^e avant-dernière ligne.

Au lieu de :

« ... d'une indemnité fixe de 2,500 fr... »,

Lire :

« ... d'une indemnité fixe de 1,500 fr... ».

Page 429, 2^e colonne, 31^e ligne.

Au lieu de :

« devez comprendre »,

Lire :

« dont nous comprenons ».

Page 450, 3^e colonne, 51^e ligne.

Au lieu de :

« la loi sur la petite propriété »,

Lire :

« les lois sur la petite propriété ».

Même page, même colonne, 68^e ligne.

Au lieu de :

« On entre plus avant »,

Lire :

« Sans entrer plus avant ».

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du 1^{er} avril 1919 (Journal officiel du 2 avril).

Page 467, 1^{re} colonne, 18^e ligne en comptant par le bas :

Au lieu de :

« Le procès-verbal est adopté »,

Lire :

« Le procès-verbal est adopté, sous réserve des rectifications qui pourraient être produites à la prochaine séance ».

Page 479, 1^{re} colonne, 7^e ligne.

Après les mots :

« ... que je ne vous incrimine pas... »,

Lire :

« M. Lucien Hubert. Que serait-ce si vous l'incriminez. (Rires. — Très bien !) Vous avez une façon de distiller certains passa-

ges qui ne vous permettent pas de soutenir cette affirmation. (Très bien !)

Annexe au procès verbal de la séance du 3 avril.

SCRUTIN (N^o 23)

Sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains.

Nombre des votants.....	199
Majorité absolue.....	100
Pour l'adoption.....	199
Contre.....	0

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Aguilhon. Alsace (comte d') princed'Hénin. Amic. Audron de Kerdel (général).

Barbier (Léon). Beauvisage. Belhomme. Bepmale. Bersez. Bienvenu Martin. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Boucher (Henry). Boudenoot. Bourganet. Bourgeois (Léon). Brager de La Ville-Moysan. Brindeau. Bussière. Butterlin.

Cannac. Capéran. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazeneuve. Chapuis. Charles Chabert. Chaumié. Chauveau. Clemenceau. Codet (Jean). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Cuvinot. Darbot. Daudé. Debievre. Defumade. Dehove. Delahaye (Dominique). Delhon. Deloncle (Charles). Devello (Jules). Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Bron. Dupont. Dupuy (Jean).

Elva (comte d'). Ermant. Estournelles de Constant (d').

Fabien-Cesbron. Faisans. Farny. Félix (Martin). Fenoux. Flaissières. Fleury (Paul). Forsans. Fortin.

Gabrielli. Galup. Gaudin de Villaine. Gauthier. Gauvin. Gavini. Genet. Genoux. Gérard (Albert). Goirand. Gomot. Gouzy. Grosdidier. Grosjean. Guérin (Eugène). Guillier. Guilloteaux. Guingand.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Herriot. Hervev. Hubert (Lucien).

Jeanneney. Jénouvrier. Jouffray.

Kéranfloc'h (de). Kérouariz (de).

Lamarzelle (de). Larere. Las Cases (Emmanuel de). Latappy. Lebert. Leblond. Leglos. Lemarié. Le Roux (Paul). Leygue (Honoré). Leygue (Raymond). Lhopiteau. Limon. Limouzain-Laplanche. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Lourties. Lucien Cornet.

Magny. Maillard. Martell. Martin (Louis). Martinet. Mascuraud. Maureau. Maurice Faure. Mazière. Méline. Menier (Gaston).

Mercier (général). Morlet. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Mollard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Morel (Jean). Mougeot. Mulac.

Nègre. Noël.

Ordinaire (Maurice). Ournac.

Pams (Jules). Paul Strauss. Pédebidou. Penanros (de). Perchot. Pérès. Perreau. Peschaud. Petitjean. Peytral. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson. Potié. Poulle.

Quesnel.

Ranson. Ratier (Antony). Raymond (Haute-Vienne). Réal. Régismanset. Renaudat. Rey (Emile). Reymondq. Reynald. Ribière. Riboisière (comte de la). Ribot. Richard. Riotteau. Riou (Charles). Rivet (Gustave). Rouland. Rousé.

Sabaterie. Saint-Germain. Saint-Quentin (comte de). Saint-Romme. Sancel. Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Simonet. Steeg (T.). Surreaux.

Thiery (Laurent). Thounens. Touron. Tréveneuc (comte de). Trystram.

Vallé. Vermorel. Vidal de Saint-Urbain. Viger. Vilas (Edouard). Villiers. Viseur.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Albert Peyronnet. Aubry.

Bérand (Alexandre).

Charles Dupuy. Chastenet (Guillaume). Chéron (Henry). Colin (Maurice). Courcel (baron de). Dellestable. Destieux-Junca. Dubost (Antonin).

Goy. Gravin.

Humbert (Charles).

Jaille (vice-amiral de la). Jonnart.

La Batut (de). Le Hérisse.

Mercier (Jules). Milan. Monis (Ernest).

Rouby.

Servant.

Vien. Vinet. Vissaguet.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusé de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Couyba.

Réveillaud.

ABSENTS PAR CONGRÉ :

MM. Empereur.

Flandin (Etienne). Freycinet (de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	204
Majorité absolue.....	103
Pour l'adoption.....	204
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.